MISSION LOCALE Saint-Gilles

Le Village Mondial

Edité par la Mission Locale de Saint-Gilles n°25 - février / mars / avril / 2007 - Trimestriel

LA VIE ASSOCIATIVE SAINT-GILLOISE

sommaire

DOSSIER SPÉCIAL FEMMES .... p. 1-12

Le Mythe de "l'égalité déjà là!"

Propositions pour une société plus égalitaire

Des femmes dans l'histoire de Saint-Gilles…

Femmes au travail, travail de Femmes

Embûches et obstacles dans l'accès à l'emploi des femmes

"Dar El Amal" ou la Maison de l'Espoir de Molembeek

Une journée internationale contre les mutilations sexuelles féminines

Entretien avec Fatoumata Sidibé, Comité belge Ni Pute ni Soumise

Affaires de femmes, femmes d'affaires

TABLEAUX ..... p. 10-11

Carnaval en couleur: L'environnement à l'honneur!

SERVICE DE PROXIMITÉ ..... p. 13

"Village Partenaire": le Centre d'entreprise de Saint-Gilles a ouvert ses portes

L'ASSOCIATIF EN ACTION ..... p. 14-16

Les jeunes saint-gillois découvrent les métiers

L'asbl "Relais Enfants-Parents": Soutenir l'enfant face à l'incarcération d'un parent.

MODE D'EMPLOI ..... p. 17-18

Les nouvelles technologies, nouvelle opportunité d'emploi?

Le Pacte Territorial pour l'Emploi de l'ORBEm

EXPRESSION LIBRE ..... p. 18

QUOI DE NEUF? ..... p. 19

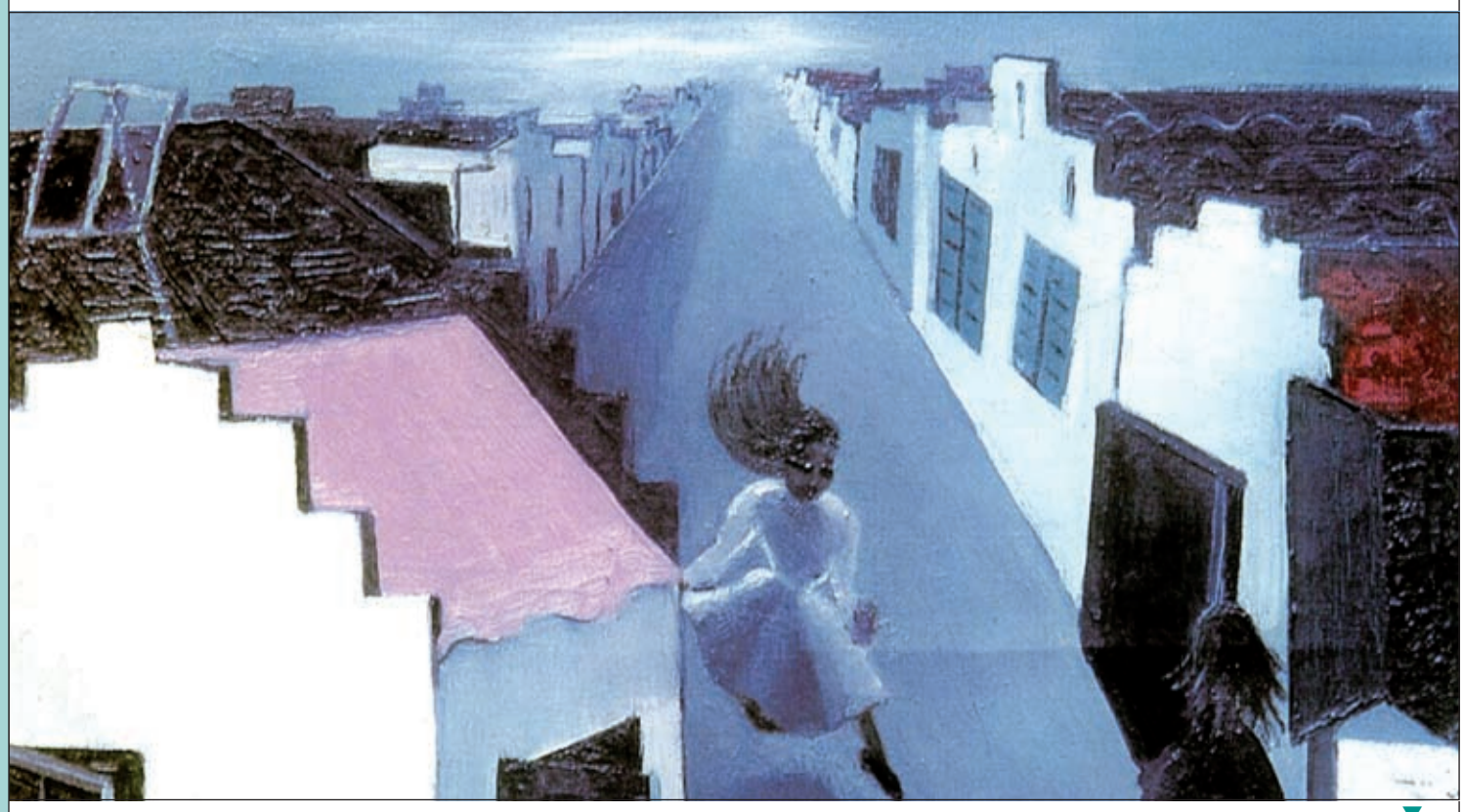
Le CRACS: Un centre régional d'appui aux politiques de la cohésion sociale

La Coordination de l'action sociale de Saint-Gilles

DERNIÈRES PUBLICATIONS ..... p. 20

NOUVELLES ACQUISITIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE ..... p. 20

L'émancipation des femmes, une longue marche



"L'embuscade" (détail), œuvre de Rachel Baes - Peintre surréaliste belge

La contribution de la femme dans l'éducation et les soins familiaux assure traditionnellement la transmission culturelle vers les générations futures. En même temps, la femme moderne revendique, légitimement, une place égale à l'homme dans la vie professionnelle et la société en général. Si l'émancipation est avant tout "la capacité d'orienter et de maîtriser sa vie", elle est pour la plupart conditionnée par le contexte sociétal.

La force et le défi de l'émancipation des femmes dépendent précisément de la prise en compte du double enjeu de développement personnel et politique. Aussi, le chemin de l'émancipation est parsemé d'embûches et obstacles; partagées entre la réalité du quotidien et l'action sociale, les femmes doivent également soulever le défi d'un emploi dans des conditions souvent inégales à celle de l'homme. Il faut faire preuve de ténacité, avoir le diplôme demandé, maîtriser plusieurs langues, avoir de l'expérience, faire valoir ses compétences et multiplier les démarches administratives…

Comme chaque longue marche, celle de l'émancipation de la femme commence par un premier pas…. Celui de l'alphabétisation par exemple! Facteur crucial pour l'autonomie, elle est la clé d'indépendance économique, d'émancipation sociale et de participation politique. Ayant acquis ces bases, ces femmes trouvent le courage de se former, d'apprendre, pour aller plus loin.

Elles sont chaque année plusieurs centaines dans nos associations. Elles sont bien présentes, actives dès leur arrivée aux cours: leur journée a commencé bien avant d'y arriver. Le plus souvent, elles ont un ou plusieurs enfants qu'elles conduisent à l'école, à la crèche, en tram, bus, métro. Elles arrivent essoufflées et c'est parti pour six à sept heures de cours, une courte pause à midi. Ici, elles ne viennent pas pour s'amuser, elles veulent apprendre pour trouver un travail. Et c'est bien cela qui se passe, leur formation professionnelle terminée, ce qui implique parfois un très long chemin, et toujours un grand investissement, elles se retrouvent au chevet d'un patient, à domicile chez une personne handicapée, donnant des cours d'alphabétisation, en bref, au service de la société civile, de ceux qui sans elles ne pourraient plus rester chez eux ou qui ne pourraient plus quitter leur lit dans la maison de repos… Elles sont devenues des auxiliaires de vie à domicile, ou en collectivité, ou des animatrices socio-culturelles. Ce ne sont plus des femmes quelconques, sans travail, désormais elles ont un métier, elles comptent pour les autres, pour toute la société. Un jour elles ont décidé d'aller aux cours et d'aller de l'avant, et voilà…

Notre société bruxelloise est plurielle, en genre, âge, origines socio-économiques et culturelles, en options philosophiques et politiques… Valoriser cette pluralité est l'une des ressources d'une démocratie, dans le cadre, bien évidemment de balises communes que sont l'Etat de droit et les Droits Humains. C'est dans ce contexte que la question de l'égalité des genres doit être posée. Elle se pose dans divers domaines, celui du travail, de la famille, de l'éducation, des médias, au sein du monde politique… Cette question est une "zone sensible" de notre société dans la mesure où des luttes ont été menées pour plus d'égalité et toute manifestation de remise en question de certains acquis peut "énerver" la société. Souvent, pour les femmes, la migration a comme un des objectifs, une possibilité d'émancipation… Mais se retrouver dans une nouvelle société pose souvent aux femmes, et surtout dans le domaine de l'éducation des enfants, nés dans la société de résidence, la question complexe suivante: "Qu'est ce que je garde de mon patrimoine d'origine et qu'est ce que je veux changer?" Au mieux, la plupart d'entre elles préfèrent les choix en "et/et" plutôt que en "ou/ou", pour conjuguer continuité et changement. "Piloter" cette complexité est parfois chose douloureuse pour les femmes. Elles pourront le faire d'autant plus sereinement si cette "longue marche" peut être reconnue à sa juste valeur.

Christine Kulakowski - Rose-Marie Geeraerts
Fatima Bourarach - Anne Loontjens

Le mythe de "l'égalité déjà là"

La journée internationale des femmes est l'occasion, pour les organisations de femmes, d'essayer de se faire entendre sur leurs revendications pour arriver à une réelle égalité. D'essayer, car ce qui est médiatisé en général, c'est le côté anecdotique de l'égalité. Combien de reportages n'avons-nous vus qui vantent la présence d'une femme dans un métier d'hommes ou l'inverse? L'autre dérive consiste à transformer la journée internationale des femmes en "fête de la femme", comme l'ont fait certains responsables politiques ces derniers temps, poussant la logique mercantile jusqu'à nous offrir rouges à lèvres, fleurs et autres cadeaux flatteurs. Manière élégante de nous dire que "nous le valons bien" et que si nous voulons encore mériter ces cadeaux, restons surtout comme on nous aime, c'est-à-dire douces, gentilles et dociles!

Hafida Bachir

"Ce qui est médiatisé en général, c'est le côté anecdotique de l'égalité"

Non, la journée internationale des femmes est tout sauf cela. Mais pour qu'elle soit autre chose qu'une journée festive, il faut que nous, organisations de femmes, revisitions nos combats, ce que nous avons envie d'en dire et la manière de le dire. Est-ce que ressortir chaque année à la même période le catalogue de nos revendications est la meilleure façon de faire avancer la cause des femmes? Combien de fois n'avons-nous pas remis les mêmes propositions aux responsables politiques, qui eux changent à intervalles électoraux réguliers! Combien d'énergie investissons-nous chaque année dans la formulation de nos revendications? Combien de temps passons-nous à lisser ces revendications pour qu'elles soient acceptables par toutes, pour trouver le plus petit commun dénominateur? Revendications qui, en bout de course, deviennent presque désincarnées, vidées de leurs sens au point que certaines en arrivent à oublier que si ces revendications existent, c'est parce que nous les avons puisées dans les réalités de vie des femmes du monde populaire, dans la proximité de celles qui, quotidiennement, vivent les oppressions et la précarité. C'est ce vécu qui doit nous guider dans ce que nous dénonçons et mettons sur l'espace public. C'est à partir de ces situations particulières que nous prenons conscience que les inégalités sont encore flagrantes et qu'il est impossible de les surmonter si une démarche collective ne les met pas en évidence pour les dénoncer. Et cette dénonciation ne peut être légitime que si nous nous sentons toutes concernées par ces vécus.

"Partout se sont mis en place des barrages idéologiques à toute action en faveur de l'égalité ... au nom de l'égalité elle-même"

Mais la dénonciation de ces inégalités vécues au quotidien par de nombreuses femmes est une parole difficile à porter, à relayer aujourd'hui, parce qu'elle se heurte à un contexte de plus en plus hostile à l'égalité. En effet, des voix s'élèvent pour contester les acquis des femmes; d'autres banalisent les violences conjugales, le sexisme ambiant ou encore les charges qui pèsent toujours sur les femmes qui, tant bien que mal, essaient de concilier investissement professionnel et familial. Tolérée et polie, cette contestation se fait au nom d'une soi-disant égalité déjà acquise par les femmes: "Mais qu'est-ce qu'elles veulent encore?", "Vous avez déjà beaucoup!", nous rétorque-t-on quand nous dressons le triste constat des inégalités encore persistantes et que nous exigeons juste l'égalité. Comme l'écrit Christine Delphy, *"partout se sont mis en place des barrages idéologiques à toute action en faveur de l'égalité substantielle... au nom de l'égalité elle-même."*[1] Ce courant, que la sociologue appelle le "mythe de *l'égalité-déjà-là"*, empoisonne les organisations des femmes en freinant leur combat, en créant le doute et la division entre elles. Mais il a aussi un impact direct et néfaste sur nous les femmes, prises individuellement, car il nous culpabilise en nous faisant croire que nous profitons du système. Pour illustrer ce propos, je ne prendrai qu'un exemple: ce qui se joue aujourd'hui au sujet de la réforme du divorce[2].

Le débat sur la réforme du divorce fait l'impasse sur les "choix" que sont amenées à faire les femmes au moment du mariage et surtout lors de l'arrivée d'un enfant: beaucoup quittent complètement ou partiellement le marché du travail. Ce qui réduit considérablement leur autonomie financière et les place sous la dépendance du conjoint. Et ce n'est que lors d'un divorce que la précarité de ces femmes se révèle de manière cruciale. En partant du principe que les hommes et les femmes sont à égalité dans leurs choix, cette réforme du divorce fait donc l'impasse sur les inégalités structurelles présentes dans le couple. Le mythe de *l'égalité-déjà-là* est bien en route et il trouve une place confortable chez tous ceux qui ont le pouvoir de décider ce qui est bon ou pas pour les hommes... et les femmes. En rappelant haut et fort que la société a évolué et qu'il ne tient qu'aux femmes de prouver qu'elles sont autonomes!

L'instrumentalisation de l'égalité est sans doute aujourd'hui l'un des obstacles majeurs auxquels doivent faire face les organisations de femmes. Et encore plus grave, cette instrumentalisation constitue un frein énorme à l'avancée vers une société réellement égalitaire. ●

Hafida Bachir
Présidente nationale de Vie Féminine

1 "Retrouver l'élan du féminisme", *Le Monde diplomatique,* mai 2004, pp. 24-25.

2 Loi réformant le divorce est actuellement en débat au Sénat. Cette réforme prévoit notamment le divorce sans faute et la limitation dans le temps des créances alimentaires entre ex-conjoints.

Sexisme : Résistons aux préjugés"... Des cartes postales éditées par l'association Vie Féminine pour faire tomber les clichés

Propositions pour une société plus égalitaire

Les élections législatives approchent à grands pas, l'heure est à la confection des programmes électoraux. C'est pourquoi, à la veille de ce scrutin important et à l'occasion du 8 mars, il nous semble important, en tant que Mouvement de femmes, d'attirer l'attention sur une série de discriminations socio-professionnelles et socio-économiques frappant les femmes.

Dominique Plasman: Secrétaire générale des Femmes Prévoyantes Socialistes

Le constat est sans appel: la situation sociale des femmes peu qualifiées, dans un système économique de plus en plus cruel pour les plus faibles, ne cesse de s'aggraver. Les chiffres de la pauvreté, s'ils croissent globalement, sont aussi de plus en plus féminins. La généralisation du travail à temps partiel - devenu la norme dans certaines professions féminines - entre pour une bonne part dans le développement du phénomène des "working poors". Des freins doivent être mis à ce recours de plus en plus fréquent par les employeurs aux emplois partiels.

"La généralisation du travail à temps partiel est devenu la norme dans certaines professions féminines"

Premières victimes de la dérégulation du travail (temps partiels, emplois précaires, ALE, titres-services...), les femmes subissent également des écarts de revenus massifs par rapport aux hommes, tant au travail qu'à la pension. En effet, le calcul des montants de pension tel qu'il a été conçu pour un travailleur à temps plein qui n'assume pas de responsabilités familiales est extrêmement défavorable aux femmes. La problématique des périodes assimilées, entre autres, doit absolument être réexaminée d'un point de vue de genre, de façon à en éliminer les flagrantes injustices (qui font que pour se constituer une pension il vaut mieux, par exemple, être chômeur complet que travailleuse à temps partiel...).

"Certaines législations sociales représentent des discriminations indirectes envers les femmes et en font tomber beaucoup dans la pauvreté"

Par ailleurs, certains mécanismes (les droits dérivés en Sécurité sociale et le quotient conjugal en matière fiscale) ont pour effet de décourager le travail professionnel des femmes c'est-à-dire d'accroître leur dépendance à l'égard de leur mari, et donc, en cas de séparation, leur pauvreté et leur recours à l'assistance. Dans les deux cas, supprimer ces mécanismes pour l'avenir, de manière à ne pas toucher aux situations acquises, serait source de rentrées publiques importantes et un geste politique fort. À l'heure où les objectifs de Lisbonne nous obligent à augmenter le taux d'emploi des femmes et où un projet de loi sur les procédures de divorce remet en question la pérennité des pensions alimentaires entre ex-époux, la suppression de ces deux mesures nous paraît indispensable. Certaines autres législations sociales représentent des discriminations indirectes envers les femmes et ont pour effet d'en faire tomber beaucoup dans la pauvreté. On pense notamment à la dégradation progressive des droits aux allocations de chômage en cas de travail à temps partiel involontaire.

Autre source de pauvreté évidente: les rôles que les femmes continuent à assumer quasi seules dans leur famille alors que, dans notre société, seule l'autonomie financière permet un véritable accès à l'égalité. Famille et situation professionnelle dégradée sont indissociables pour beaucoup de femmes. Nous défendons depuis longtemps l'idée qu'il faudra passer par une plus grande implication des pères pour que cela change enfin. Un allongement du congé de paternité, ainsi que l'instauration de son caractère obligatoire vont dans ce sens. Tant pour l'accueil des enfants que des personnes âgées, ce sont généralement les femmes qui pallient, souvent au détriment de leur investissement professionnel, la pénurie d'infrastructures et de services de qualité. Des compétences fédérales peuvent être actionnées.

Ces réalités socio-économiques ne peuvent être totalement dissociées de nombreux leviers à actionner dans d'autres domaines. Songeons à la poursuite du processus menant à la parité; à la nécessité d'instaurer l'obligation, pour toutes les administrations fédérales, de fournir des statistiques et des analyses sexuées; à une meilleure accessibilité voire la gratuité de la contraception; à la mise en œuvre concrète du plan national d'action contre les violences faites aux femmes.

"Un des aspects les plus symboliques et les plus importants de la reconnaissance des discriminations dont souffrent les femmes, est celui de l'accueil que nous réservons aux femmes demandeuses d'asile"

Enfin, nous sommes fortement interpellées par la question des demandeurs d'asile, ainsi que celle des sans-papiers. Au cours de la législature à venir, des critères permanents d'octroi de titres de séjour doivent être instaurés; l'enfermement en centres fermés doit être très strictement limité, et interdit en présence d'enfants. Enfin, un des aspects les plus symboliques et les plus importants de la reconnaissance des discriminations dont souffrent les femmes, est justement celui de l'accueil que nous faisons et du sort que nous réservons aux femmes demandeuses d'asile. De par les rôles sociaux qui leur sont propres et les discriminations qu'elles subissent, beaucoup de femmes relèvent de la Convention de Genève et doivent être accueillies comme telles dans notre pays. Ces revendications sont au cœur de la campagne que nous menons actuellement sous le slogan "L'oppression des femmes est politique, les femmes opprimées ont droit à l'asile".

Dominique Plasman
Secrétaire générale des FPS

Affiche de la campagne de sensibilisation des FPS au droit d'asile des femmes

♀ Des femmes dans l'histoire de Saint-Gilles

En novembre 2005, la Maison Pelgrims exposait les femmes marquantes nées, ayant vécu ou œuvré à Saint-Gilles. Grâce au Cercle d'Histoire et à l'étude menée pendant plus de dix ans par Ghislaine Verlaeckt, du Collectif des femmes 29 rue Blanche[1], des femmes étaient enfin mises en lumière: écrivaines, peintres, politiciennes, héroïnes des première et seconde guerres mondiales, féministes, médecins... Ce numéro spécial permet de les évoquer à nouveau.

Marie Spaak entourée de ses trois fils, lors de la cérémonie pour ses 35 ans de sénatrice en 1957

Cécile Douard, "Les Hiercheuses transportant le charbon vers Mons"

Les deux grandes guerres du 20e siècle ont eu leurs héros mais aussi leurs héroïnes, payant de leur vie leurs convictions et leur attachement à la démocratie. Des femmes qui par leur courage ont montré aux hommes, dans une société patriarcale où les sexes n'avaient pas valeur égale, leur capacité à gagner en autonomie et en respect. Deux d'entre elles, Edith Cavell et Gabrielle Petit ont vécu leurs derniers jours à la Prison de Saint-Gilles avant d'être exécutées par les Allemands, en 1915 et 1916. Louise de Bettignies y vécu de longs mois avant son transfert en Allemagne où elle mourut peu avant l'Armistice de novembre 1918. Sarah Goldberg, résistante de la deuxième guerre mondiale et rescapée d'Auschwitz, membre des Partisans Armés et du réseau "L'Orchestre Rouge" (popularisé par le roman de Gilles Perrault et le film de Jacques Rouffio), dont l'un des centres névralgiques se trouvait avenue Jean Volders, était saint-gilloise. Après guerre, elle sera solidaire de nombreuses causes, membre fondatrice d'Amnesty International et associée notamment au Collectif contre les expulsions. Autre résistante: Sophie Poznanska, aussi active au sein de l'Orchestre Rouge, qui mourut à la Prison de Saint-Gilles après des mois d'interrogatoire.

Des femmes engagées

Marie Spaak, fille de l'homme d'Etat Paul Janson, mère de Paul-Henri Spaak et grand-mère d'Antoinette Spaak, passa son enfance rue Defacqz. En 1921, à 48 ans, elle devint la première femme élue sénatrice et membre du Conseil communal de Saint-Gilles, où elle siégera jusqu'en 1952. Parmi ses combats: les droits des femmes, la santé publique et la protection du travail. Cet été, en présence de sa petite-fille Antoinette, une plaque commémorative lui sera dédiée à l'Hôtel des Monnaies (le bâtiment où se trouve la Coordination des Antennes de Quartier). Une plaque qui rejoindra le Parcours historique proposé par la Commune depuis quelques années déjà. Militante des droits de la femme, médecin diplômée de l'Université libre de Bruxelles, installée dans le quartier Ma Campagne dès 1945, Adèle Hauwel était une femme engagée. Cheville ouvrière du "Groupement belge de la Porte Ouverte pour l'émancipation économique des femmes", résistante pendant la guerre, elle est l'une des premières à obtenir un diplôme de médecine en Belgique. Sa manière à elle de revendiquer un accès aux mêmes fonctions à responsabilités que les hommes. "L'égalité, rien que l'égalité, toute l'égalité" était son adage, comme le respect de la femme, trop souvent contrainte à passer un concours de Miss "beauté" pour accéder à un emploi. Et le libre choix, notamment en matière de libéralisation de l'avortement, un combat qu'elle mena avec le Docteur Peers.

Des artistes modèles

Plus connues comme modèles pour les artistes qu'artistes elles-mêmes, les femmes sont souvent oubliées des manuels d'histoire. Beaucoup ont pourtant, dans différentes disciplines, marqué de leur aura. L'actrice et comédienne Berthe Bady est sans doute plus connue pour avoir posé pour Henri de Toulouse-Lautrec à la fin du 19e siècle que pour ses talents propres. Comme on méconnaît bien souvent les peintures et sculptures de Cécile Douard, exaltant les travailleurs du Borinage, tout en se souvenant de sa militance au sein de la Ligue Braille fondée en 1920, dont elle fut présidente de 1926 à 1937. Des œuvres produites par des femmes animent pourtant les espaces publics de Saint-Gilles: *Quiétude*, une sculpture de Blanche Desmarets est à voir rue Hôtel des Monnaies et le *Masque de Charles Plisnier* par Akarova au parc Pierre Paulus. La diva de l'Opéra royal de la Monnaie des années 1920 à 1950, Clara Clairbert, était saint-gilloise. Comme la peintre Marie Howet, première femme à obtenir le Prix de Rome de peinture en 1921, qui vécut rue de la Source à Saint-Gilles et à Libramont. Sans oublier les écrivaines Maud Frère et Marianne Pierson-Pierard et l'une des plus célèbres Saint-Gilloises anonymes: la jeune Ernestine qui inspira la Porteuse d'Eau à Julien Dillens en 1900, figure emblématique de la Barrière de Saint-Gilles.

Christine De Naeyer

1 Une exposition eut lieu en mai 1990 au 29 rue Blanche

L'écrivaine Marianne Pierson-Pierard à sa table de travail

Femmes au travail, travail de Femmes?

Fatima Hamyani, une femme à mobilité réduite engagée au service des autres

Habitante de Saint-Gilles depuis 4 ans, Fatima est une personne à mobilité réduite. Cela ne l'empêche pas de multiplier les activités en tant que bénévole au home "Les Tilleuls" ni d'être active au sein de la Commission consultative de la personne handicapée. Pour Fatima, "ce n'est pas parce qu'on est en chaise qu'on doit rester enfermé et se lamenter sur son sort. On essaie d'être actif, de vivre comme tout le monde, d'avoir un travail".

Au home "les Tilleuls", Fatima travaille bénévolement au secrétariat

A Saint-Gilles, on estime qu'il y a environ 200 personnes à mobilité réduite. Celles-ci rencontrent parfois des difficultés lors de leurs déplacements, pour trouver un logement, un travail ou encore une institution qui puisse les accueilir en cas de perte d'autonomie.

Améliorer la mobilité des personnes handicapées

"Avec la Commission, qui se réunit tous les mois, on veille à l'accessibilité des magasins, des lieux publics, des transports... Par exemple, lorsqu'on fait des travaux en rue, on demande que les endroits soient rendus accessibles par une rampe. Ce n'est pas nous qui décidons, mais les services urbanistiques. Une architecte de la maison communale fait partie de la commission et appuie nos demandes. On prend au maximum les transports en commun qui sont accessibles pour que la STIB se rende compte qu'il y a des choses à améliorer. Au centre culturel, on a aussi demandé que l'installation d'un ascenseur soit étudiée".

Il n'y a pas que du côté des services publics que les choses doivent s'améliorer. Les banques et leurs distributeurs d'argent restent en majorité inaccessibles pour des personnes en chaise roulante. De même, les usagers de la voie publique ont leur rôle à jouer, en évitant d'occuper les places des personnes handicapées, en ne se garant pas sur les trottoirs (ce qui oblige parfois une personne en chaise à devoir faire demi-tour), en respectant la propreté: les déjections canines et les bris de verres sont autant d'obstales à la mobilité des handicapés.

Philippe Giot

Femmes au travail, travail de Femmes?

Quand les métiers de la métallurgie se conjuguent au féminin

Elsa, soudeuse parmi les soudeurs

Elsa est soudeuse chez Vigan, une entreprise qui fabrique des systèmes de transport pour les matière en vrac, comme le grain. Ces machines servent au déchargement de bateaux et sont capable d'aspirer jusqu'à 600 tonnes à l'heure. Autant dire que c'est de la construction industrielle ou "de la grosse tôlerie", dans le langage des soudeurs. Nous avons voulu en savoir plus sur cette femme, qui a choisi un travail physique, généralement réservé aux hommes.

La soudure est un métier qui demande du calme et de la précision

Qu'est-ce qui vous a amené à devenir soudeuse?

Au départ, je suis historienne de l'art. J'ai toujours eu un goût artistique et le métal est une matière que j'aime bien. Après avoir travaillé dans le secteur associatif, je me suis dit que j'avais toujours eu envie de gagner ma croûte en travaillant de mes mains. J'ai suivi une formation en soudure à Bruxelles-Formation après m'être renseignée sur les métiers où il y avait des débouchés. Au départ, je pensais plus à de l'artisanat, de la ferronnerie, mais ce que je fais aujourd'hui me plaît aussi.

Comment s'est passée votre intégration dans ce métier d'homme?

Pendant ma formation, j'étais la seule fille. Tout s'est bien déroulé, j'ai juste eu un petit souci car certaines personnes n'avaient pas confiance, ne pensaient pas que je pourrais travailler en tant que soudeuse. Ensuite pour passer mes agrégations, j'ai dû trouver un stage et je suis arrivée chez Vigan. Là, j'ai été acceptée dès le départ et j'ai été engagée après mon stage. Avec les hommes, ça passe ou ça casse: comme ils ont trouvé que j'en voulais, que j'avais du courage, ils ont été contents de moi. J'ai fait mes preuves aussi grâce à des qualités qu'on attribue généralement aux femmes: un travail minutieux, un bon nettoyage des outils, une conscience du travail bien fait...

Encouragez-vous d'autres femmes à suivre votre voie?

S'il faut prouver que c'est faisable pour une femme, j'en suis la preuve vivante. Chacun doit pouvoir faire ce qu'il a envie. Si c'est une femme, elle ne doit pas s'arrêter parce que c'est un métier masculin. C'est vrai que j'ai une personnalité très physique et que j'aime me dépenser. Au départ, j'idéalisais un peu ça, pensant que j'allais être en super forme, mais il faut savoir que le travail physique est usant et qu'on s'abîme la santé. Il y a bien des opérations que je ne peux pas effectuer et dont d'autres s'acquittent parfaitement. En tous cas, j'ai ma place dans cette entreprise et je pense que n'importe quelle femme qui le veut pourrait l'avoir.

Propos recueillis par Philippe Giot

Embûches et obstacles dans l'accès à l'emploi des femmes primo-arrivantes

Enquête auprès d'un groupe de femmes de diverses origines

Recherche effectuée par Estelle Krzeslo et Mejed Hamzaoui de l'ULB, à la demande du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Septembre 2006.

Chercher et trouver un emploi est un exercice qui reste difficile pour tous: il faut faire preuve de ténacité, faire valoir ses compétences, avoir le diplôme demandé, parfois maîtriser plusieurs langues, avoir de l'expérience, quelquefois posséder aussi le bon statut et multiplier les démarches administratives... Autant d'obstacles que doit contourner actuellement tout chercheur d'emploi. Dans ce contexte, il n'est pas difficile d'imaginer que pour les femmes primo-arrivantes trouver un emploi doit relever du parcours du combattant.

Une stagiaire en insertion socio-professionnelle - asbl NADJ

C'est ce que montre en tout cas la recherche effectuée dans le cadre d'un projet visant l'insertion socio-professionnelle des personnes primo-arrivantes, recherche coordonnée par le Centre pour l'égalité des chances et financé par le Fonds social européen.

Les auteurs ont réalisé des entretiens qualitatifs avec 34 femmes primo-arrivantes fréquentant toutes des associations de femmes migrantes, et s'occupant d'orientation ou d'insertion.
Le résultat de ces entretiens constitue le matériel de base de la recherche. Les témoignages recueillis permettent de mettre en évidence le type d'emploi auquel ont accès ces femmes: emplois fragiles, voire éphémères, emplois souterrains, emplois domestiques... maintenant les travailleuses dans la précarité.
La nature des obstacles à l'emploi est également mise en lumière: obligation de la maîtrise d'une des langues nationales comme signe d'une volonté sincère d'intégration, mais aussi utilisation de l'argument linguistique pour motiver le refus d'embauche, manque de considération pour l'expérience professionnelle ou le diplôme du pays d'origine...

Voilà donc une contribution qui met un coup de projecteur sur des "femmes de l'ombre", qui toutes veulent prendre leur destin en mains, en se formant ou en travaillant.
Pour conclure, citons les auteurs qui déclarent: "*la recherche d'un travail est à la fois le début et l'aboutissement d'un processus d'établissement dans le pays d'accueil qui est le contraire d'un long fleuve tranquille*".
Enfin, s'il existe une abondante littérature sur la question du travail des femmes issue de l'immigration, il n'en reste pas moins vrai que "*dans l'ensemble, les mesures en matière d'immigration sont dénuées de dimension de genre: en d'autres termes, la discrimination vécue par les femmes immigrées et leur situation spécifique ne sont pas prises en compte*".
Ce constat fut formulé en 2003 par le lobby européen des femmes et reste plus que jamais une question d'actualité mise en lumière par cette recherche.

Myriam Azar

Cette recherche est disponible sur le site http://www.diversite.be

La question de l'égalité salariale entre hommes et femmes au centre des préoccupations syndicales

D'après de récentes études, relayées par les syndicats, les écarts salariaux entre les hommes et les femmes sont actuellement de 18% en Belgique. Ils dépassent même les 30% dans certains secteurs tels que les services commerciaux. Le régime de travail joue également un rôle déterminant, puisque de nombreuses femmes travaillent à mi-temps. Le fait d'avoir des enfants et qu'elles assument une plus grande part dans leur éducation joue en leur défaveur, puisqu'elles sont amenées à interrompre leur carrière plus souvent que les hommes. Enfin, elles travaillent souvent dans des secteurs et des fonctions où les salaires sont moins élevés et où il est plus facile de combiner vie professionnelle et tâches familiales.

Pour tenter de réduire ce fossé salarial, les syndicats mobilisent toutes leurs énergies. Ainsi, la CSC, à travers le groupement "Action Femmes", veut offrir une meilleure représentation des femmes dans ses propres structures et mettre l'accent sur la question de l'égalité entre les genres. Elles agissent dans divers domaines comme par exemple l'accès à des équipements collectifs comme les crèches, l'élaboration dans les entreprises de classification de fonction sur base de critères sexuellement neutres, le développement de mesures destinées à concilier un emploi avec les responsabilités familiales (crédit-temps, congé parental, réduction du temps de travail...), renforcer les possibilités d'évolution de carrière et l'accès à la formation.

Du côté de la FGTB, une campagne de sensibilisation est annoncée pour la journée du 30 mars baptisée "Equal Pay Day" (la journée de l'égalité salariale). Ce sera l'occasion d'épingler plusieurs conséquences de l'écart salarial entre hommes et femmes. En effet, celui-ci a non seulement des conséquences pour le portefeuille des travailleuses, mais il pèse également sur les droits de sécurité sociale comme la pension, la maladie ou le chômage. Dès à présent, la FGTB lance une enquête sur son site internet en collaboration avec des magasines féminins et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Ce dernier est d'ailleurs chargé de recueillir les plaintes en matière de discriminations basées sur le genre.

Philippe Giot

Renseignements:
http://www.fgtb.be
http://www.votresalaire.be
http://www.cne.gnc.be/actionfemmes.html
http://www.iefh.fgov.be

Affiche de la campagne d'information de la FGTB

“Dar al Amal”: ou la Maison de l’espoir à Molenbeek

Un article paru dans Le Soir attirait l’attention sur une initiative au cœur de Molenbeek: une quarantaine de femmes de l’asbl “Dar al Amal” étaient entrées dans un salon de thé exclusivement fréquenté par des hommes, rue de Ribaucourt. Leur revendication pour les 25 ans de leur maison commune: qu’il n’y ait plus d’espaces publics inaccessibles aux femmes. Entretien avec Loredana Marchi, à l’origine du projet.

Les femmes de “Dar el Amal” en visite à l’extérieur: s’approprier la ville

“Une femme doit pouvoir aller partout où elle le souhaite. À Molenbeek, le contrôle social fait peur: tout le monde sait ce que les autres font, avec qui on parle dans la rue. Le regard des autres est très important. Il n’y a pas l’anonymat de la ville et la pression exercée sur les femmes et les jeunes filles est très forte.”

Quelle est la philosophie de la maison des femmes?

Favoriser l’émancipation, une vision ouverte sur la société, un positionnement des femmes allochtones en tant que citoyennes à part entière: s’approprier la ville et ses espaces publics, agir au quotidien. Des modules d’activités sont proposés pour les primo-arrivantes, pour gérer l’éducation des enfants, pour favoriser la participation active... Nous organisons des cours de langue, de théorie pour passer le permis de conduire, ce depuis 20 ans déjà, aussi des groupes de discussions, des projections de films, des sorties, des rencontres interculturelles et intergénérationnelles...

Pourquoi inciter à avoir un permis de conduire?

Savoir conduire touche à la mobilité mais pas seulement. Cela a aussi des répercussions sur le choix de l’école des enfants, qui ne dépend plus de la proximité du lieu de vie et cela touche à l’émancipation à long terme que nous visons: changer les mentalités, offrir des alternatives dans la durée. Après la voiture, le vélo, moyen propre et économique de se déplacer en ville. La plupart des femmes ne savent pas rouler à vélo. Des cours sont prévus, ainsi qu’une excursion en Hollande.

S’approprier la ville commence par de petites choses

L’alternative c’est aussi voyager?

S’approprier la ville commence par de petites choses comme fleurir ses fenêtres, une action que nous avons menée avec les femmes. C’est embellir son chez soi et veiller à la propreté en rue. Voyager permet de développer des échanges, d’avoir une vision plus large sur le monde et de connaître d’autres réalités. L’an passé nous sommes allées avec un groupe de femmes de 25 à 60 ans à Venise; beaucoup en rêvaient.

L’intergénérationnel offre une alternative intéressante?

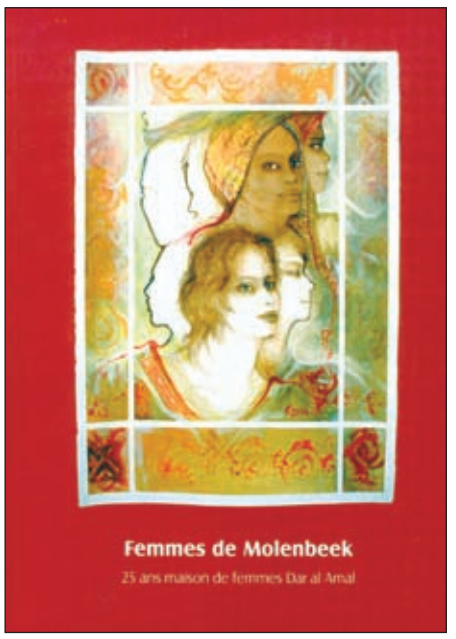
Le Foyer dont dépend Dar al Amal a acquis deux maisons où vivent, au rez-de-chaussée, une personne âgée et, à l’étage, une famille immigrée engagée à l’aider en cas de besoin. La place de la personne âgée va devenir un problème de société dans le futur. Ce projet de cohabitation offre une alternative économique à la maison de repos, basée sur la solidarité entre personnes d’âge et d’origine différentes. Une manière pour nous de suggérer des pistes de réflexion et des solutions inexplorées avant, en espérant que d’autres feront de même.

Chacun aura toujours à apprendre de l’autre?

Cela a toujours été notre philosophie de base dans nos ateliers et formations, où chaque femme est à la fois enseignante et enseignée. Même analphabète, une femme a sa culture à faire partager, des connaissances spécifiques qui peuvent enrichir d’autres femmes et la mettre en valeur. C’est très important pour sa prise d’autonomie individuelle.

Propos recueillis par Christine De Naeyer

A lire, des témoignages publiés à l’occasion du 25e anniversaire de l’asbl:
Femmes de Molenbeek. 25 ans de maison des femmes Dar al Amal
En vente dans la Librairie Tropismes, Galerie des Princes 11, 1000 Bruxelles (02/512 88 52)
et au Foyer, rue des Ateliers 25, 1080 Bruxelles (02/411 74 95)
Prix: 10,00 € + frais de port



Un recueil de témoignages salue 25 années d’actions en faveur des femmes

brève

Opération Dring Dring Lundi 7 mai 2007

Comme chaque année, le Service des Sports de la Commune de Saint-Gilles, en partenariat avec la Commune de Forest, participe à cette grande opération. L'objectif de cette matinée est de rassembler tous les petits et grands cyclistes pour une découverte originale et conviviale de sa commune.

Programme

- De 7h à 9h30: petit déjeuner cycliste pour tous: un petit-déjeuner vous est offert place Morichar
- Entre 9h et 12h: une balade à vélo pour les enfants des écoles sur parcours balisé
- Entre 12h et 14h: une promenade est organisée à partir de la Maison Communale pour les employés de la Commune. Après une visite au Centre d'entreprises, des sandwichs et boissons vous seront proposés Place Morichar avant le retour.

Inscriptions auprès du Service des Sports avant le lundi 16 avril 2007 (Nathalie Thiry 02/536 02 35).

Possibilité de prêt de vélos pour la balade communale

Renseignements:
Delphine Mendel: 02/538 81 04
Pour plus d'infos concernant cette grande opération, n'hésitez pas à aller sur le site http://www.dringdring.be

Fête du Printemps 2007 Place Bethléem

> ***Musique,***
> ***Animations,***
> ***Cuisine du monde,***
> ***Danses, Folklore,***
> ***Stands d'information***

Information:
Mission Locale de Saint-Gilles
Aurélie Dayse 02/542 63 36

Une journée internationale contre les mutilations sexuelles féminines: MGF Tolérance Zéro

Le 6 février à l'Espace Matongué à Ixelles, GAMS Belgique organisait une journée de sensibilisation au combat mené ici et dans le monde pour éradiquer ces pratiques barbares, touchant les jeunes filles et les femmes, que sont les mutilations génitales féminines dites "MGF".

Une BD pour sensibiliser les jeunes à la question des "MGF" a été éditée par GAMS Belgique

Le mot de bienvenue de Khadia Diallo, femme de l'année 2005 pour son combat au sein de GAMS Belgique, organisatrice de cette journée, est suivi par celui de Suzanne Monkassa, présidente du CCAB et modératrice du jour. Appel est fait aux édiles politiques, aux acteurs de terrain et aux jeunes pour relayer la lutte contre les violences faites aux femmes. Si des progrès ont été rencontrés - le Comité interafricain s'occupe de la question des MGF et en 2005, le protocole de Maputo a entériné les accords signés par 53 chefs d'Etat africains pénalisant les acteurs de telles pratiques - rien de définitif n'a été obtenu. "Même faites *proprement* en clinique, les MGF restent des mutilations inacceptables", insiste Suzanne Monkassa. La secrétaire d'Etat aux familles, Gisèle Mandaila, invoque la "tolérance zéro" face à cette soumission et infériorité proclamée des filles qui fait un nombre impressionnant de victimes: 130 millions dans le monde, 2 millions par an en Afrique, Asie du Sud-Est, Amérique du Nord et ici, via l'immigration. "Même si d'autres violences existent, on ne peut ignorer celle-là", dit-elle. Les conclusions du groupe de travail interministériel qui planche sur la question sont attendues pour mars. Si la législation belge interdit les MGF, cela reste théorique car elle n'a jamais été appliquée dans les tribunaux, malgré la compétence extraterritoriale (on peut être poursuivi en Belgique même si les MGF ont été pratiquées dans un autre pays), explique Kristine Baudenelle, représentante de la ministre de la Justice.

Des pistes sont lancées

Des pistes sont lancées: les visites médicales en milieu scolaire pour un suivi des enfants comme en Hollande et en Suède, le dialogue des jeunes avec leurs aînés, la levée du secret médical en cas de mise en danger de l'intégrité psychologique et physique du patient. Le GAMS a déjà fait une brochure pour le personnel de la santé, mais cela ne suffit pas. Il faudrait que la formation des médecins et du corps médical dans son ensemble intègre ces questions et la gestion des lourdes complications au niveau de la santé. Tous sont d'accord, l'asbl GAMS Belgique qui milite depuis plus de dix années, avec de petits moyens et dans une grande précarité, devrait être davantage soutenue. Des interprètes et des médecins pourraient être engagés comme en France pour faire relais entre les victimes et les institutions. En France, cela a permis de retentissants procès, qui ont amené la question sur la place publique. "La France est l'un des rares pays occidentaux à avoir traduit en justice des parents et des exciseuses", dit Kristine Baudelle, "et ce sans législation. La pratique y est en nette régression." Informer et sensibiliser sont indispensables. Madame Willame-Boonen, présidente du Conseil des femmes francophones sur la violence faite aux femmes, d'insister: "Evitons de faire des leçons de morale et de culpabiliser les gens, parler de la santé des femmes serait bien plus efficace."

Engager les hommes

En Afrique, les petites filles sont excisées de plus en plus jeunes, souvent entre le 6e et le 7e jour après la naissance, pour contourner la loi. La députée fédérale Zoé Genot explique ce qu'elle a vu au Burkina, notamment la reconversion des exciseuses qui vivent de ces pratiques. Un type de projet que GAMS Belgique entreprend aussi avec l'aide de la Coopération belge. Des personnes vont de village en village expliquer les dangers pour la santé des enfants et des femmes. Mais, il faut du temps pour changer les mentalités. On continue à dire que si une fille meurt, c'est à cause du sorcier, pas de l'exciseuse et qu'une fille non excisée est sale et impure, rejetée des autres, et ne trouvera pas de mari. Le film *Moolaade* montre cette pression collective et la violence des hommes (allant en ce cas jusqu'au meurtre) face à la prise d'autonomie des femmes. Car si la religion est invoquée pour justifier les MGF, ce n'est que mensonge. Des imams se sont d'ailleurs insurgés contre cet amalgame. Les hommes sont peu nombreux à cette journée, mais deux d'entre eux sont très actifs au sein de GAMS Belgique. Symbole de la non-violence à l'égard des femmes, l'ancien boxeur Béa Diallo, aujourd'hui député régional, membre du Parlement de la Communauté française et échevin à Ixelles insiste: "Sur le ring, c'est un face-à-face avec quelqu'un d'entraîné et de la même force que soi, et il y a des règles à suivre. Cela n'a rien à voir avec le fait de s'attaquer aux femmes." Les quelques hommes présents se font applaudir car, pour que cela change, il s'agira que tous comprennent qu'ils n'ont rien à gagner avec le maintien des MGF.

Christine De Naeyer

Contact:
GAMS Belgique
Tél.: 02/219 43 40 - e-mail: info@gams.be
Site internet: http://www.gams.be

Le comité belge Ni Putes Ni Soumises: entretien avec Fatoumata Fathy Sidibé

"Face à la loi du silence, aux violences imposées aux filles et aux femmes, à la dégradation du statut et des droits des femmes, à la régression patriarcale fondamentaliste, machiste, à l'exclusion, à la montée des extrêmes, de l'antisémitisme, du sexisme, de la misogynie... Rejoignez-nous pour libérer la parole et les initiatives!" Le comité belge Ni Putes Ni Soumises existe. Pour en parler, nous avons rencontré sa présidente, Fatoumata Fathy Sidibé.

Fatoumata Fathy Sidibé, présidente de Ni Putes Ni Soumises en Belgique

Ni Putes Ni Soumises s'est constitué en France en 2003 après la "Marche des femmes des quartiers contre les ghettos et pour l'égalité", qui réagissait à la mort de Sohane Benziane, brûlée vive à Vitry-sur-Seine. Mais au fond: quelle pertinence y a-t-il à avoir une antenne en Belgique?

Des comités nationaux et des antennes se créent dans beaucoup de pays: Espagne, Suisse, Suède, Belgique... Si le mouvement est né dans les banlieues françaises, il s'est développé bien au-delà. En Belgique, nous n'avons pas les banlieues, mais des quartiers populaires, et nous connaissons une même régression, notamment identitaire, patriarcale et obscurantiste. Je suis arrivée en Belgique il y a 30 ans du Mali, un pays de tradition musulmane très forte. Venir ici, c'était gagner en espace de liberté, mais j'ai vu grignoter les espaces de mixité qui, à mes yeux, représentaient des avancées formidables. Il y a 2-3 ans, j'ai assisté à une conférence avec des militants de SOS Racisme et de Ni Putes Ni Soumises qui ont tenu un discours inhabituel sur le retour des fondamentalismes religieux. Des franges extrémistes (islamistes, évangélistes, intégristes catholiques...) sont très actives, surtout là où existe une précarité sociale. On assiste à des replis identitaires, à une violence accrue dans toute la société belge (une femme sur cinq a été, est ou sera victime de violences), à la remontée du sexisme et du machisme, au développement des extrêmes-droites. Il y a une perte progressive des acquis obtenus par les féministes qui ont trop souvent déserté les quartiers populaires.

Une devise: "Egalité, Laïcité, Mixité"

Depuis quand existez-vous en tant que comité fédéral belge francophone à part entière, et quels sont vos champs d'action?

Pierre Efratas et moi-même sommes allés à Paris en juin 2005. Ensuite, nous avons commencé un long tour de contacts et de conférences et nous avons été rejoints par de premier(es) militant(es). Nous existons officiellement depuis juillet 2006 sous la forme d'une asbl dirigée par une équipe d'une vingtaine de responsables, et nous n'avons pas été déçus par l'afflux de sympathies et de nouveaux membres. Quand Fadéla Amara, fondatrice de notre mouvement et présidente française de Ni Putes Ni Soumises, a reçu le prix Honoris Causa de l'ULB, la presse a appris notre existence et depuis, nous sommes débordés par les demandes! Il faut savoir que nous sommes bénévoles et que nous ne disposons d'un local fédéral permanent que depuis peu. Notre devise "Egalité, Laïcité, Mixité" constitue un socle de valeurs qui nous lie. Egalité: mêmes droits et mêmes devoirs fondamentaux pour toutes et tous, sans distinction d'origine. Laïcité: nos croyances sont des choix personnels qui ne peuvent être imposés aux autres ou confondus avec l'Etat. Mixité: des genres, sociale et culturelle. Une édition belge du Guide du respect paraîtra en mai pour les francophones. L'idée se nourrit de témoignages de jeunes filles et de garçons dans leur écoles, de ce qui les préoccupe: mariage forcé, racket, discrimination, racisme..., avec des adresses utiles. Des animations dans les écoles et les associations aideront aussi à libérer la parole face au poids des traditions et des non-dits. On pense à un kit d'animation et à former des animateurs. Beaucoup d'écoles sont demandeuses et on nous sollicite aussi pour des conférences. À terme, nous souhaitons engager un ou deux permanents. Des antennes locales du mouvement se créent, comme celle de l'ULB: le projet est porté par les demandes des militants eux-mêmes.

Un projet de société

On reproche à Ni Putes Ni Soumises de stigmatiser les jeunes d'origine maghrébine perçus par l'opinion publique comme des délinquants. Qu'en pensez-vous?

Que c'est faux et je conseille vivement la lecture du livre "Les Racailles de la République" de Fadéla Amara et Mohammed Abdi. Par-delà cet aspect, nous devons tenir compte que nous vivons dans une démocratie d'émotion favorisant les idées manichéennes de toutes sortes et que nous baignons dans le sensationnalisme de l'immédiat où la prise de conscience des choses est lente et, malheureusement, liée à des drames médiatisés. A la base, en France, le mouvement a démarré suite à des viols collectifs et au décès par brûlures d'une jeune fille de 17 ans, qui ont mobilisé l'opinion publique sur les droits fondamentaux. Mais si le mouvement a démarré dans les banlieues, il a depuis évolué en projet de société, autour des 3 piliers de notre devise. On ne peut lutter contre les violences faites aux femmes sans envisager les questions du sexisme, du retour au religieux, des extrêmes; tout est mêlé et nous sommes tous concernés. Les femmes sont les baromètres de la société, dans les quartiers chics aussi. Nous ne voulons pas stigmatiser une religion en particulier, ni une origine, mais bien les extrémismes, ce qui est bien autre chose. Regardez mon parcours: je suis à l'intersection de plusieurs mondes. Je viens d'un pays à 85% musulman et d'une famille très pratiquante, j'ai fait mes études à l'UCL, où j'ai découvert une autre forme de conviction philosophique, et je travaille au Centre du Libre Examen, qui défend la laïcité. Si je suis à Ni Putes Ni Soumises, c'est parce que j'étais déjà tout ça avant de rejoindre ce mouvement. C'était en moi depuis longtemps.

Propos recueillis par Christine De Naeyer

Infos:
0498/66 11 90
http://www.niputesnisoumises.be

NI PUTES NI SOUMISES
Face à la loi du silence, aux violences imposées aux filles et aux femmes,
à la dégradation du statut et des droits des femmes, à la regression patriarcale
fondamentaliste, machiste, à l'exclusion, à la montée des extrêmes,
de l'antisémitisme, du sexisme, de la misogynie...
Rejoignez-nous pour libérer la parole et les initiatives !

Des identités plurielles pour libérer la parole

Carnaval de Saint-Gilles

Confection de la robe de Dame Nature au Bazar

Répétition générale au Centre Familial Belgo Immigré

Ecriture d'une chanson pour le carnaval au Centre hellénique

Réalisation des costumes au CIFA

Collage mosaïque à la Maison des enfants

Le défilé des enfants

Les coulisses du Carnaval de Saint-Gilles, bien plus qu'un événement festif, une industrie créative au service de la fête. Devenu une vraie tradition saint-gilloise, le Carnaval en couleur avait pour thème cette année l'environnement, pour conscientiser de manière ludique nos enfants à la problématique de la protection de la planète. Comme auparavant, les associations avec l'aide des parents ont organisé des ateliers de confection de costumes avec des matériaux de récupération. Découvrons les dessous de cet événement qu'est le carnaval de Saint-Gilles, dont les enfants sont les artisans et les charpentiers. Nous les avons suivi dans leurs préparatifs, des coulisses à la fête. Explications en images.

Karim Belmahssas

Un départ enthousiaste et ce malgré la pluie

Les Gilles de Tanger toujours au rendez-vous

Les Dalton du Bazar ouvrent la voie du cortège du haut de leur échasses

Les enfants bien inspirés poussent la chansonnette

Deux petits clowns posent pour la postérité

L'association CFBI a rythmé l'arrivée à l'école 4 avec ses percussions

brève

Paroles de femmes: un numéro spécial de Echos Bruxelles laïque

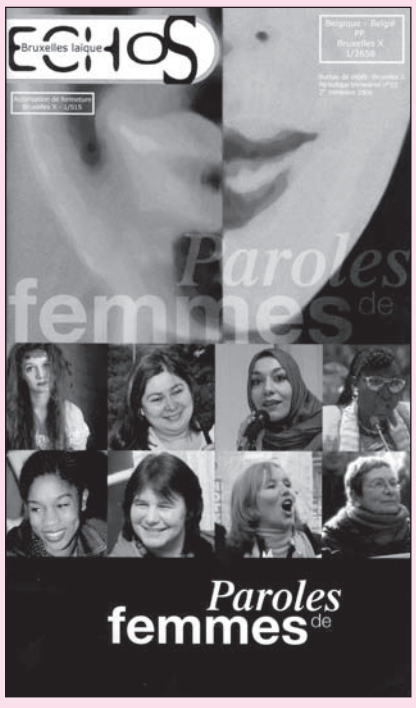
Ariane Hassid, Présidente de Bruxelles laïque, donne le ton dans son éditorial: laïcité et féminisme "paraissent poursuivre des objectifs différents, l'un visant à lutter contre la mainmise des Eglises sur la sphère publique et l'autre contre un système d'oppression subi par les femmes. Néanmoins, ils se rejoignent fréquemment dans leurs combats progressistes et se trouvent souvent face aux mêmes adversaires." En fin de volume, rappel est fait de la longue histoire du féminisme qui remonte à Olympe de Gouges. Une femme de lettres engagée, qui publiait en 1791 la Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne, demandant que les femmes soient égales en droits aux hommes. Deux ans avant d'être elle-même guillotinée… Pour parler des problèmes spécifiques des femmes, quoi de mieux que leur donner la parole? Ainsi fut fait: ce numéro spécial choisit de mettre un coup de projecteur sur certaines d'entre elles.

Des échos pluriels

Huit femmes racontent leur parcours et leur combat: Graziella Boggiano, artiste, Sophie Charlier, ingénieur agronome spécialisée en développement, Mamounata Cissé, première femme Secrétaire générale adjointe de la Confédération Internationale des Syndicats Libres, Leyla Ertorün, conseillère laïque, Fanny Filosof, membre du Collectif des femmes en noir contre les centres fermés et les expulsions, Malika Hamidi, Coordinatrice de l'European Muslim Network et membre de Présence Musulmane, Pascale Maquestiau, formatrice à l'asbl Le Monde selon les Femmes et chargée des relations internationales à la Fédération laïque des centres de planning familial. Enfin, Fatoumata Sidibé, Présidente du comité belge francophone du mouvement Ni Putes Ni Soumises. Huit personnalités différentes, pour une approche plurielle de la question de l'égalité hommes/femmes et de la libre pensée.

C.D.N.

Infos: *02/289 69 00*



"Affaires de femmes, femmes d'affaires":

Le Crédal veut aider les femmes à créer leur entreprise

Pour la troisième année consécutive, la coopérative de crédit alternatif Crédal organise le programme "Affaires de femmes, femmes d'affaire" (AFFA) destiné à soutenir les femmes qui désirent créer leur propre entreprise. Après avoir lancé un cycle de formation en Wallonie, Crédal présente ses services aux femmes de la Région bruxelloise. Pour en savoir plus sur cette initiative basée sur l'économie solidaire et le micro-crédit, nous avons rencontré Marie Ledent, coordinatrice du programme AFFA.

Une campagne pour stimuler les femmes à entreprendre

Qu'est-ce que Crédal et le crédit alternatif?

Crédal est une coopérative de crédit alternatif qui existe depuis une bonne vingtaine d'années. A l'origine, un groupe de personnes s'est posé la question de savoir ce que les banques faisaient de leur épargne. Elles se sont rendues compte que parfois les banques investissaient dans des secteurs comme celui de l'armement ou dans des pays avec des régimes comme l'apartheid en Afrique du Sud. D'où la volonté de créer un outil qui permette une utilisation solidaire et transparente de notre argent. Crédal est né comme cela: par le rassemblement de coopérateurs qui ont mis ensemble leur épargne pour financer l'économie sociale. Un secteur qui permet la création d'emplois, qui lutte contre l'exclusion et qui a une dimension solidaire importante. Ce petit groupe a grandi et compte aujourd'hui plus de mille coopérateurs.

Qui sont les coopérateurs actuels?

Les trois quarts sont des personnes physiques et le reste, des organismes ou des entreprises clients de Crédal, des fondations et des Communautés religieuses. Les gens recherchent d'abord un return social plutôt que financier. On propose deux types de parts de coopérateurs: de petites parts à 100 euros ne donnant droit à aucun intérêt ou des parts donnant droit à un dividende couvrant l'inflation pour les plus gros montants. Le coopérateur récupère à terme son argent avec un supplément lié à l'augmentation du coût de la vie.

Comme actuellement les taux d'intérêts sur les comptes épargnes sont très bas, il est parfois plus intéressant d'avoir une part à Crédal que de l'argent sur un compte d'épargne.

Que propose Crédal à ses clients?

En général, les gens prennent contact avec nous pour un prêt et on analyse si la demande entre dans les critères. Il faut que ce prêt serve à financer des activités qui vont mettre l'humain avant le profit (Comme Oxfam, qui vend des produits, mais dont l'objectif est d'abord de créer de l'emploi ici et dans les pays en voie de développement). Ensuite, on va regarder la manière dont est organisé le travail, s'il s'agit d'une forme participative. Les principaux clients sont des associations d'économie sociale, mais on s'est rendu compte qu'elles n'avaient pas seulement besoin de soutien financier, mais aussi de conseils, d'où la création d'une agence de conseils. D'autres personnes n'avaient pas nécessairement de projet d'économie sociale, voulaient créer leur propre emploi, mais n'avaient pas accès au crédit bancaire. On a alors lancé le micro-crédit individuel.

Pourquoi une action spécifique pour les femmes?

Dans le cadre du micro-crédit, on s'est rendu compte qu'il y a moins de femmes qui créent leur entreprise. Moins de femmes s'adressent à nous pour obtenir un micro-crédit. Comme à Crédal la dimension solidaire est très importante, on a cherché à réintroduire la dimension collective dans la création d'emplois. On a alors proposé une formation pour préparer les projets. Celle-ci s'organise autour de cercles de soutien composés de 3 à 5 femmes qui se choisissent les unes les autres, et s'engagent à échanger et se soutenir mutuellement pendant la préparation et la mise en place de leur projet.

Ce sont des femmes qui en sont au stade de l'idée et qui aimeraient créer leur propre emploi. En général, nous nous adressons à des femmes qui n'ont pas d'emploi ou qui sont dans des mi-temps précaires, des femmes au foyer qui désirent se remettre au travail. Il faut qu'elles aient la disponibilité de s'investir dans le projet et de suivre les cours qui ont lieu 2 ou 3 jours par semaine. On a pensé à la vie de famille en les laissant libres pendant les congés scolaires, les week-ends et les mercredis. L'objectif de la formation est de valider un projet professionnel, de répondre aux questions: suis-je faite pour être indépendante? Mon projet est-il réaliste? Comment rédiger un plan d'affaire et le mettre en œuvre?

Si telles sont les questions que vous vous posez, rendez-vous lors des séances d'information qui seront organisées à Bruxelles dans le courant de la semaine du 11 au 15 juin. Les associations actives dans la formation de la création d'emploi seront également invitées à participer lors d'une prochaine journée réseau. ●

Propos recueillis par Philippe Giot

Renseignements:
http://www.credal.be
affairedefemmes@credal.be
Marie Ledent - 010/48.33.52

Village Partenaire,

Centre d'Entreprises de Saint-Gilles a ouvert ses portes

Les nouveaux locaux du Centre d'entreprises de Saint-Gilles

Le 2 janvier 2007, le Village Partenaire, le Centre d'entreprises de Saint-Gilles, a ouvert ses portes. 33 entreprises, plus de 100 personnes ont choisi de s'installer dans le quartier Bethléem, profitant ainsi d'un environnement de travail agréable et d'un loyer modéré.

Le Village Partenaire vous offre:

- un espace de travail meublé, accessible aux personnes handicapées, toutes charges comprises, avec connexion téléphone et Internet
- accueil et secrétariat téléphonique
- mise à disposition forfaitaire de deux salles de réunion et du matériel audio-visuel
- une voiture Cambio (car sharing)
- service d'accompagnement à la création d'entreprise assuré par le Guichet d'économie locale de Saint-Gilles
- service de sécurité (alarme, badge, système de surveillance et de contrôle des accès).

L'activité du centre d'entreprises a d'ores et déjà pris son rythme de croisière. La cafétéria, *Chez Kamilou*, est ouverte à tous, de 8 heures à 18 heures: vous pourrez y prendre votre petit déjeuner et déjeuner avec de délicieuses viennoiseries, sandwiches, salades et desserts..., avec des produits sains et frais issus du commerce équitable ou de l'agriculture biologique.

Village Partenaire est un projet soutenu par l'Union européenne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Gilles. L'objectif du centre est de permettre à de jeunes entreprises, de moins d'un an d'activité, de se lancer dans les meilleures conditions, de bénéficier d'un accompagnement et d'un loyer modéré, tout en travaillant dans un cadre professionnel et chaleureux. Nous espérons également que l'activité du centre créera une nouvelle dynamique et contribuera à l'amélioration des perspectives économiques et sociales dans le quartier.

Toute l'équipe du Village Partenaire tient à faire du centre d'entreprises un lieu de convivialité dans un cadre agréable. Un endroit où il fait bon travailler tout en profitant des synergies, du dynamisme né des échanges entre les sociétés hébergées et du quartier du Midi, en participant à sa revitalisation.

Le guichet d'économie locale (GEL) est un service de coaching qui sera également ouvert à toutes les entreprises hébergées.

La mission de celui-ci est d'assurer un certain nombre de services aux futurs indépendants et aux sociétés saint-gilloises ou celles qui veulent s'établir dans la zone Objectif 2 de la commune. Par son travail de proximité et sa mission prioritaire en zone Objectif 2, le GEL participe au processus de revitalisation en cours dans le bas de Saint-Gilles.

Le GEL reçoit l'entrepreneur, l'informe et l'accompagne gratuitement entre autres dans les matières suivantes:

- statut social du travailleur indépendant, exigences de la TVA, obligations fiscales et de sécurité sociale, statuts de société;
- présentation de dossiers pour crédits, primes ou subsides potentiels;
- aide à la constitution du plan d'affaires, études de marché;
- conseils environnementaux appliqués aux TPE et PME ainsi qu'à la création d'entreprises responsables.

C'est d'ailleurs en profitant de l'aide et des services du GEL que Monsieur Kamilou Alabi a pu développer son projet et se lancer comme gérant de la cafétéria du centre d'entreprises.

N'hésitez pas à faire comme lui, venez frapper à la porte de Village Partenaire, vous découvrirez peut-être de nouvelles opportunités...

Contact:

Rue Fernand Bernier 15 - 1060 Saint-Gilles
Tél.: 02/543 44 00 - Fax: 02/543 44 44
http://www.villagepartenaire.be
info@villagepartenaire.be

Village Partenaire
Centre d'Entreprises de Saint-Gilles

brève

Le Collectif Formation Société asbl propose des formations courtes aux travailleurs sociaux

Depuis plusieurs années, le CFS asbl est soutenu par le programme cohésion sociale de la commune de Saint-Gilles pour organiser des formations courtes destinées aux intervenants sociaux.

Il s'agit de formations pointues, de 2 à 5 jours, qui permettent aux animateurs, éducateurs, assistants sociaux, responsables d'associations ou bénévoles... d'acquérir de nouvelles compétences ou de les renforcer.

Les thématiques abordées dans l'éventail des formations proposées touchent au culturel, aux techniques d'animation, au politique, à l'institutionnel...

Voici un petit aperçu des formations proposées durant le premier semestre 2007:

> *Prise de parole en public*

> *Construire, gérer et évaluer son projet*

> *Identifier, comprendre et utiliser les phénomènes de leadership en animation*

> *Vidéo et mémoire de l'immigration...*
Et d'autres.

Et n'oubliez pas: il est important de pouvoir s'arrêter le temps d'une formation, pour prendre du recul par rapport au terrain, pour rencontrer d'autres professionnels...en un mot pour se ressourcer, tout simplement!

Pour en savoir plus, vous inscrire ou demander une brochure, vous avez 2 possibilités:

- *Vous consultez le site http://www.cfsasbl.be / Rubrique Agenda-Formations pour travailleurs*
- *Vous appelez le 02/543 03 00 et demandez Myriam Azar ou Yael Wischnevsky.*

Les jeunes saint-gillois découvrent les métiers

Le mercredi 7 février dernier, après-midi, les jeunes rassemblés par cinq organisations sont partis à la découverte de nombreux métiers connus ou moins connus qui sont pratiqués dans la commune. Ce fut l'occasion de rencontrer des adultes passionnés par leur activité professionnelle, de les questionner et, qui sait, d'orienter ou à tout le moins de stimuler des choix d'études ou d'apprentissage futurs. Une expérience riche qui connaîtra sans aucun doute des prolongements intéressants.

Rencontre avec un criminologue

Les associations partenaires

C'est en 2003 qu'a eu lieu la première activité de ce type. Elle avait alors été initiée par le CIFA et la Médiation scolaire communale. Cette année, trois autres associations saint-gilloises, le BAZAR, le CFBI (Centre familial belgo immigré) et le QUEF (Quartier, Ecole, Famille) ont rejoint cette action. Toutes organisent pour les enfants et les adolescents de nombreuses activités, écoles de devoirs, animations de vacances entre autres. Ici, unissant leurs efforts, elles ont décidé de mêler les jeunes qui relèvent de chacune d'entre elles pour leur apprendre à se connaître et à s'apprécier. Durant ce mercredi de février, tout s'est déroulé dans l'harmonie et la bonne humeur, avec beaucoup de naturel et de spontanéité.

Huit circuits offerts au choix des jeunes

Chaque inscrit avait la possibilité de parcourir deux des circuits et, à l'intérieur de chacun de ceux-ci, de découvrir trois métiers différents. Le but de l'entreprise était, au-delà du plaisir de se rencontrer et de se connaître, de se motiver pour une activité professionnelle future et de découvrir les chemins qui y conduisent, études ou formations. Belle occasion aussi pour des professionnels de différents horizons de parler à des enfants et à des adolescents en leur faisant partager l'amour du métier. Les jeunes devaient aussi se transformer en journalistes d'un jour, préparer des questions, noter leurs observations, prendre des photos. Il en est sorti des rapports très vivants dont j'évoque ici quelques "morceaux choisis".

Fabriquer un vitrail

Qu'est-ce qu'un vitrail? Comment le réalise-t-on? Quels sont les savoir-faire requis pour cela? Les jeunes ont posé toutes ces questions à une artiste qui pratique un métier devenu assez rare car les écoles qui l'enseignent ne sont pas nombreuses. L'apprentissage se fait surtout en atelier auprès d'une personne qui maîtrise un éventail de techniques assez complexes. Les enfants ont eu ici l'occasion de suivre les multiples opérations qui mènent à la réalisation du vitrail, depuis le dessin préparatoire jusqu'à l'assemblage, au moyen de baguettes de plomb, des verres de couleur préalablement découpés et polis.

Le laboratoire de la pharmacienne

On y a fait connaissance avec les aspects spécifiques de ce métier dont dépend souvent la bonne santé des gens. Un métier qui ne se pratique qu'après des études universitaires suivies de stages et qui exige des qualités de soin, de précision et de rigueur exceptionnelles. On ne peut pas se tromper dans les produits et dans les doses! "Lorsqu'une tête de mort est dessinée sur l'étiquette, c'est que le produit brûle". Si les médicaments et les préparations servent à guérir les gens, mal utilisés, ils peuvent aussi les rendre malades.

Chez le criminologue

Que fait le criminologue? Est-il un policier? Quels sont les problèmes qu'il rencontre à Saint-Gilles? Y a-t-il des meurtres? Comment punit-on les coupables? De bonne grâce, le criminologue a répondu à toutes ces questions en précisant que sans être policier il collaborait avec les services de police pour prévenir la délinquance. Celle-ci consiste surtout en vols, dégradations, bagarres parfois...

Heureusement, les meurtres sont rares mais il y en a eu. Il parle aussi des sanctions, depuis l'amende et les travaux d'intérêt général jusqu'à la prison.

Chez le vétérinaire: soigner nos amis les bêtes

L'art des vitraux: talents et savoir-faire

Réparer les chaussures: un métier bien utile

Les métiers de l'enseignement

On avait invité un professeur de français et un d'éducation physique. Les jeunes ont pu, au contact de ces enseignants amoureux de leur métier, revoir l'image souvent réductrice sinon péjorative qu'ils se font de cette profession. Contrairement à ce qu'on croit, l'enseignant travaille beaucoup et ne choisit pas son métier par ce qu'il comporte beaucoup de vacances. Il a dû conquérir des diplômes pour l'exercer mais c'est au contact de ses élèves que, souvent, il apprend le plus. Les jeunes s'étonnent de voir que le professeur préfère parfois le contact avec eux qu'avec ses collègues.

Nourrir les gens: Le boulanger et le cuisinier

Pour préparer le pain ou faire fonctionner un restaurant, il faut aussi de la passion, l'amour du métier qui se transmet souvent de père en fils. Mais cet apprentissage ne suffit pas; "il faut savoir cuisiner mais aussi compter" dit le restaurateur.

Surtout il ne faut pas ménager ses peines car dans ces métiers les horaires sont longs (15 heures par jour à la boulangerie) et il n'y a pas de week-end. Des rencontres très concrètes que les enfants ont beaucoup appréciées.

Soigner les animaux

Chez le vétérinaire, un des participants avait emmené son chien qui put ainsi bénéficier d'une consultation en règle. Et les questions n'ont pas manqué. Tous les chiens sont-ils les mêmes? Pourquoi tirent-ils la langue? Soignez-vous des oiseaux? Le praticien y a répondu sans réserves et a beaucoup intéressé les jeunes. Et à celle de savoir si les chiens nous comprennent lorsqu'on leur parle il a répondu cette phrase qui nous servira de conclusion: "Le chien peut comprendre jusqu'à cinquante mots ou ordres. Il est recommandé de commencer jeune les apprentissages même si, comme chez l'homme, il n'y a pas d'âge pour apprendre". ●

Pierre-Paul Dupont

Un garagiste en pleine action

Au détour des lieux, des maisons et des rues

Parmi les multiples expressions qui s'affichent à Saint-Gilles, nous en avons repéré trois qui sont visibles dans l'espace public.

Comme toujours il y a un prix à gagner!

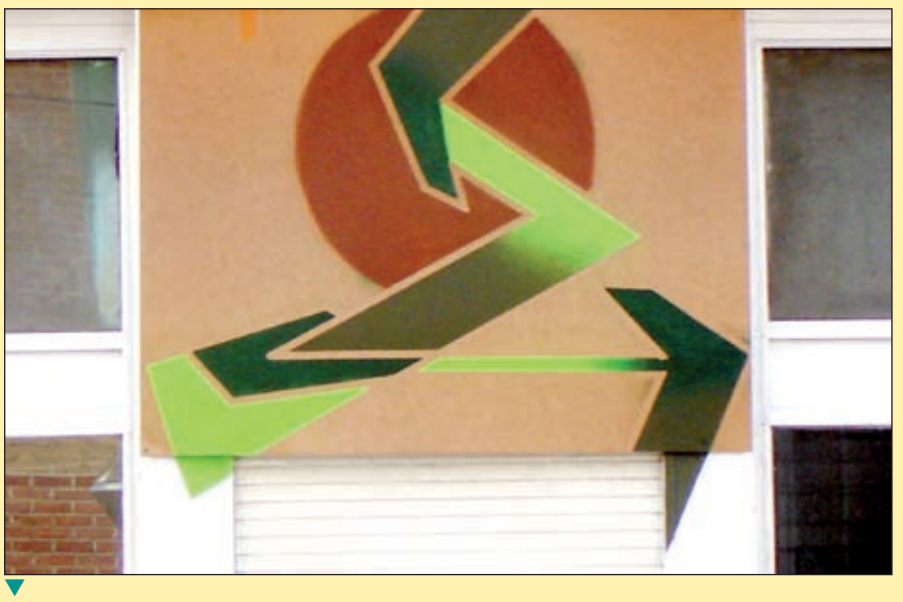
Rappelons que la première personne qui pourra nous en donner les coordonnées se verra offrir une carte-invitation qui lui donnera le droit de pratiquer une activité pendant toute l'année au Centre Sportif de la rue de Russie, ainsi qu'un laissez-passer pour toutes les activités produites par le Centre culturel Jacques Franck.

Vos réponses sont à envoyer à:

"Village Mondial"
Mission Locale de Saint-Gilles
Chée de Waterloo, 255 - 1060 Bruxelles
(le cachet de la poste faisant foi)

Et selon la formule habituelle, ne peuvent participer au concours le personnel de la Mission Locale et les collaborateurs du Village Mondial.

Les stars de la B.D se mettent en scène, cherchez la rue...



Un endroit ou l'art trouve refuge, cherchez la rue

Le graffiti au service des commerçants, cherchez la rue...

Réponse au concours précédant
1. rue de la Croix de Pierre, 2. rue d'Andene, 3. rue des Fortifications

L'asbl "Relais Enfants-Parents":

Soutenir l'enfant face à l'incarcération d'un parent

Depuis une dizaine d'années, l'association "Relais Enfants-Parents" est active dans plusieurs prisons de Belgique. Le concept, inspiré du modèle français, vise à développer ou à renforcer la relation entre les enfants et leurs parents incarcérés. L'équipe est essentiellement composée de femmes aux profils divers: psychologues, éducatrices, criminologues... Au quotidien, elles assurent une présence dans huit établissements pénitenciers, et se réunissent avec leur directeur clinique une fois par semaine au siège de l'asbl, situé à Saint-Gilles. Pour nous parler de cette association, nous avons rencontré Stéphanie Clerbaux, psychologue au Relais Enfants-Parents.

L'équipe du Relais Enfants-Parents en réunion dans ses locaux à Saint-Gilles

D'après une étude initiée par l'Office National de l'Enfance, on estime à plus ou moins 16.000 le nombre d'enfants concernés chaque année par l'incarcération d'un de ses parents. La moitié des enfants dont le père est détenu n'ont plus de relation avec celui-ci. De plus, les jeunes enfants sont fréquemment confrontés au déni, au mensonge face à la situation d'incarcération. Face à ce constat, le "Relais Enfants-Parents" se préoccupe de ces enfants et de leur développement psychoaffectif.

Maintenir la relation et sortir du déni

"Nous trouvons important pour l'enfant qu'il puisse connaître son parent incarcéré, pour qu'il n'y ait pas une séparation trop longue et qu'il puisse le situer: savoir où il est et ce qu'il est en train de faire, ce qui se passe dans sa vie, pouvoir comprendre que son parent est en prison", explique Stéphanie. "Nous voulons que l'enfant puisse cheminer par rapport à l'image de son parent, une image qui va se construire sur des échanges réels et non pas sur des souvenirs ou des fantasmes. L'absence d'un parent peut créer des carences psychologiques chez l'enfant. C'est donc aussi dans un but préventif qu'on essaie de maintenir le lien pour que l'enfant puisse avoir des repères sur les fonctions parentales, éviter un manque qui pourrait le conduire à la délinquance ou à des problèmes de reproduction de l'histoire de sa famille".

Trop souvent, l'enfant est confronté au déni face à la situation d'incarcération (papa ou maman est à l'hôpital, au travail, en voyage...). Cette situation peut provoquer chez l'enfant une situation d'angoisse ou une impression d'abandon. "Certains parents souhaitent le dire, mais ne savent pas comment", nous confie Stéphanie. "Nous travaillons avec des contes qui parlent du secret de la détention pour aider les parents à dire la vérité et aider l'enfant face à son entourage".

Un conte imaginé par le Relais Enfants-Parents

Adapter les visites pour les enfants

Rendre visite à un détenu n'est pas toujours une chose aisée, la lourdeur du système carcéral fait que tout doit passer par des autorisations, que c'est parfois lent et qu'il faut s'astreindre à des horaires de visites limitées. Le travail du relais enfants-parents veut améliorer la situation: "Nous avons réussi à prendre notre place dans les prisons et beaucoup de directions sont encourageantes. Nous organisons des visites spéciales pour les enfants, qui sont plus longues que les visites normales, pour leur permettre d'avoir vraiment un moment privilégié avec le parent. Un cadre plus adapté que les parloirs est mis en place pour qu'ils puissent jouer ensemble, que l'enfant ne soit pas obligé de rester assis pendant plus d'une heure".

Quatre axes de travail

L'équipe du Relais Enfants-Parents agit selon 4 axes de travail que nous commente Stéphanie: "D'abord, nous avons des entretiens individuels avec le parent incarcéré ou l'enfant pour préparer la visite, ou aussi avec le parent à l'extérieur pour l'aider à en parler à l'enfant. On traite de différentes questions comme la séparation, comment parler de l'incarcération, comment agir sur l'éducation de l'enfant en étant en prison... Ensuite, nous encadrons certaines visites: nous avons de plus en plus de demandes du Tribunal et du Service de Protection de la Jeunesse pour intervenir dans ce cadre. En troisième lieu, nous organisons des groupes de paroles au sein des prisons avec les détenus qui le souhaitent. Le but est de leur donner un temps pour qu'ils se sentent parents, de parler de ce qu'ils ressentent et de partager leurs impressions, pour que leur identité de parent soit encore là, car en prison on a surtout une identité de détenu. Le quatrième axe, ce sont les réunions cliniques: chaque semaine nous nous réunissons avec notre Directeur clinique et nous étudions ensemble des situations rencontrées pour chercher les meilleures solutions possibles pour les détenus et leur famille".

Redonner de l'espoir

L'équipe du Relais Enfants-Parents souhaiterait pouvoir assurer un meilleur suivi des familles, mais il n'est pas rare que les détenus soient transférés vers d'autres prisons où le service n'est pas encore présent. Plus largement, on peut s'interroger sur le projet de réinsertion et l'implication des politiques à ce sujet: "Il faut réfléchir à quoi sert la prison, à ce qu'on met en place pour éviter que les futures génération en pâtissent". En attendant, l'asbl veut redonner espoir aux familles devant une situation qui s'avère souvent difficile: peur de l'entourage, de la honte, de la culpabilité, des difficultés financières et des conséquences qui s'en suivent.

Propos recueillis par Philippe Giot

Renseignements:
Relais Enfants-Parents asbl
Rue de Bordeaux, 62a - 1060 Bruxelles
Tél: 02/534 88 13

Les nouvelles technologies, réelle opportunité d'emploi

La Mission Locale de Saint-Gilles met sur pied une orientation ciblée aux métiers de l'informatique et de la communication

Webdesigner? Webdeveloppeur? Webmaster? Animateur multimédia? Heldesk? Technicien réseau? ... L'informatique, les technologies de l'information et de la communication attirent de plus en plus. Mais quelle voie choisir? Y a-t-il une formation qui me convienne? Comment ne pas se tromper?

Les nouvelles technologies nous entourent. Elles deviennent progressivement incontournables. Un grand nombre de demandeurs d'emploi envisagent donc de plus en plus ces nouvelles technologies comme futur métier, voire comme métier de reconversion. Mais comment savoir précisément ce qui pourrait convenir dans ce vaste créneau professionnel en constante évolution?

Quelle est la place des métiers de l'informatique sur le marché de l'emploi? Quels sont les débouchés possibles actuellement? En quoi consiste réellement les tâches pour chaque métier lié à l'informatique et quelles sont les qualités requises pour telle ou telle fonction? Qu'attendent les employeurs? Comment savoir si l'on est fait pour un métier plutôt technique ou plutôt créatif dans le domaine des nouvelles technologies?

De nombreux opérateurs de formation qualifiante en informatique comme FIJ ou CF 2000 font le même constat: trop de candidats se présentent chez eux pour se former dans ce domaine sans avoir une vision claire de la réalité des métiers de l 'informatique. Ils ont besoin d'être guidés pour s'orienter de manière efficace, pour ne pas perdre de temps, pour ne pas vivre l'échec ou la désillusion.

"Trop de candidats se présentent sans avoir une vision claire de la réalité des métiers de l 'informatique"

La Mission Locale de Saint-Gilles met donc à l'honneur l'informatique et ses nombreuses déclinaisons pour tenter de répondre à ces nombreuses questions. Après avoir mis sur pied les formations innovantes "Sauveteur / surveillant de piscine" et "Employé en bureautique" sous forme d'entreprise simulée, un premier stage d'orientation ciblé aux métiers des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) verra le jour au printemps 2007. Il permettra aux demandeurs d'emploi intéressés par ce domaine de disposer d'un maximum d'informations pour y évoluer de manière optimale. Ce stage sera alors un gain de temps pour ces candidats, tant il est vrai qu'une mauvaise orientation rallonge inutilement le parcours formatif et retarde l'insertion sur le marché de l'emploi.

"Ces nouveaux métiers exigent de mettre à jour ses connaissances en permanence"

Pendant trois semaines, le demandeur d'emploi attiré par le domaine de l'informatique et de la communication pourra découvrir et mieux cerner ces nouveaux métiers. Il identifiera ses aptitudes et les métiers de l'informatique en phase avec ses dernières. En effet, certains métiers comme webmaster ou webdeveloppeur exigent de mettre à jour ses connaissances en permanence et donc nécessitent une discipline et une curiosité très développée. Par contre, d'autres métiers dans ce domaine, comme technicien réseau ou helpdesk, requièrent tant une certaine rigueur que des qualités de communicateur voire de médiateur. Le stage d'orientation aux TIC sera traversé par quatre grands axes:

- ***Une information globale sur les métiers***
  Conditions de travail, statuts des professionnels, infos "smart" ou "azimut", plans à l'emploi, connaissance des langues requises, définition de ce qu'on attend d'un travailleur et les qualités indispensables pour chaque métier.

Cet axe comprendra également des ateliers d'immersion offrant la possibilité aux stagiaires, par exemple, de démonter / remonter un ordinateur, d'ébaucher le montage d'un réseau et mieux comprendre la problématique des virus, toucher à l'animation multimédia et enfin de participer à un atelier sur le langage HTML.

- ***Une information sur les lieux de formation et leurs contenus***
  Visites des centres et présentation des formations, durée, compétences requises ou attendues, journées "cours ouvert" pour mieux se rendre compte...

- ***Une dimension personnelle***
  Tests d'aptitude, tests et exercices pour cerner la personnalité, communication, motivation, test de compétences linguistiques pour mieux se situer...

- ***Une dimension de culture générale:***
  visites culturelles, animations... ●

Ann Vandenplas

Si l'aventure vous tente, n'hésitez pas à nous contacter par téléphone pour obtenir de plus amples informations
(02/ 542 63 43 Ann Vandenplas, formatrice détermination généraliste / formations innovantes)

Une salle de l'Atelier du WEB où seront données les formations

brève

Nouveau au Centre Sportif de Saint-Gilles

Initiation au djembe et à la danse africaine

Djembe:
Enfants (de 8 à 12 ans):
mercredi de 14h30 à 16h.
Adultes:
lundi et jeudi de 12h30 à 13h30.

Danse africaine:
Enfants (de 6 à 12 ans):
mercredi de 16h à 17h.
Adultes:
mardi de 12h30 à 13h30.

La salle fitness de Saint-Gilles
L'équipe fitness vous accueille du lundi au vendredi de 9h à 22h et les samedis de 10h à 20h.
Nouvelle génération d'appareils d'entraînement athlétique et de rééducation fonctionnelle.

Tous les lundis de 17h à 22h: encadrement spécifique par un licencié en éducation physique et kinésithérapie (programme personnalisé)

Renseignements et inscriptions:
Centre Sportif de Saint-Gilles
Rue de Russie, 41 - 1060 Saint-Gilles:
02/538 81 04
Des brochures sont disponibles au Service des Sports de la commune et au Centre sportif de Saint-Gilles.

brève

Le cinéma contre le racisme au Jacques Franck

La couleur du sacrifice

Dans le cadre de la semaine contre le racisme, le Centre culturel Jacques Franck propose de visionner le film-témoignage "La couleur du sacrifice" le dimanche 1er avril. Le cinéaste bruxellois Mourad Boucif est parti à la rencontre de tirailleurs africains et maghrébins qui ont combattu en Europe pendant les deux guerres mondiales. En effet, pas moins de 920.000 hommes venus d'Afrique ont contribué de manière décisive à la libération de la France et de l'Europe. L'apport de ces hommes a longtemps été occulté, comme l'explique le réalisateur, car cela fait partie d'une période sombre de l'histoire française. Des enfants ont été enrôlés, certains volontairement pour fuir la misère économique, d'autres ont dû quitter la brousse où ils vivaient avec des températures de 40 degrés pour aller se battre dans les montagnes où il faisait parfois moins 20.

Soixante ans après les faits, le cinéaste livre des témoignages poignants de ces rescapés qui vivaient dans les anciennes colonies. La mémoire est rétablie, mais pour certains d'entre eux, la reconnaissance n'est toujours pas acquise puisqu'ils doivent se contenter de faibles pensions d'anciens combattants. La projection du film s'accompagnera d'une rencontre avec Mourad Boucif.

L'homme libre

A 20h, vous aurez aussi l'occasion de découvrir en avant-première, le court-métrage de Saïd Hallal, "Amazighe" (Homme Libre). Ce jeune réalisateur bruxellois nous présentera un film muet, en noir et blanc, comme aux débuts du cinéma. Son film raconte l'arrivée d'un jeune homme dans une grande ville qui cherche à entrer en communication avec les habitants de son quartier. Sans paroles, le film laisse passer les émotions et nous parle du racisme, de la peur de l'autre, mais aussi de la convivialité qui peut s'installer entre voisins.

P.G.

Le pacte territorial pour l'emploi de l'ORBEm: un ensemble de mesures concrètes pour assurer la diversité dans le monde du travail

En 2007, la discrimination à l'embauche reste une réalité en Région bruxelloise et pousse les politiques à rechercher continuellement de nouvelles solutions pour favoriser la diversité au sein des entreprises. C'est dans ce cadre des politiques de diversité en Région bruxelloise qu'a vu le jour le Pacte Territorial pour l'emploi de l'ORBEm ou P.T.E.

En commission Zone Sud, Monsieur Luc Schingtienne, chargé de mission pour le P.T.E., nous a expliqué qu'à l'origine, le ministre bruxellois de l'Emploi Benoît Cerexhe a lançé un "plan 4x4" visant, à terme, la suppression de 4 types de discrimination à l'embauche, liées à l'origine étrangère, le handicap, l'âge et le genre. Ceci en travaillant en collaboration avec les entreprises au niveau de leur positionnement, du recrutement, de la sélection, de la gestion du personnel, de la communication interne et de la sensibilisation.

Le P.T.E. a donné naissance à plusieurs initiatives:

La charte de la diversité

Le 19 décembre 2005, 50 entreprises signaient la "Charte de la diversité". Leur engagement, non contraignant, relève d'une série d'engagements moraux, avec cependant une mesure vérifiable: l'instauration d'un plan de diversité, mis ensuite en œuvre dans le cadre d'un dialogue avec le personnel ou avec ses représentants. Cette charte qui, au départ, était davantage tournée vers le secteur privé, ne cesse de s'ouvrir au secteur public et compte actuellement une centaine de signataires. (La STIB l'a signée le 8/02/2007 et la Ville de Bruxelles en a l'intention).

Des consultants de la diversité

Afin d'assurer un suivi de ces plans de diversité, une cellule de "consultants de la diversité" a été installée, depuis juillet 2006, à l'ORBEm. Ceux- ci vont à la rencontre et accompagnent les entreprises désireuses de mettre en place un plan de diversité.

Un guide pour les conseillers emploi

De plus, un guide s'adressant aux conseillers emploi de l'ORBEm a été élaboré. Celui-ci définit et expose des situations de discrimination directe et indirecte telle que le fait, par exemple, d'exiger d'une femme de ménage travaillant exclusivement la nuit de connaître le néerlandais. A l'heure actuelle, ce guide fait l'objet de mises à jour et un autre guide, à l'intention des employeurs est en cours d'élaboration.

Des formations organisées par le Centre pour l'égalité des chances

Parallèlement à ces actions, des formations, organisées par le Centre pour l'égalité des chances, ont été proposées à l'intention des travailleurs de l'ISP, et une réflexion est en cours pour dégager un fond de formation et systématiser la formation de ces acteurs de terrain.

Des campagnes de sensibilisation

Une campagne de sensibilisation des employeurs a également vu le jour. Une série de séminaires ont été organisés autour de l'intervention d'employeurs-témoins qui ont fait part de leur expérience en matière de non-discrimination. Le public visé est constitué par l'ensemble des acteurs du monde de l'entreprise.

De nouveaux séminaires ont eu lieu de novembre à décembre 2006, permettant de réunir et de sensibiliser également des délégués syndicaux, qui étaient peu représentés lors de la première vague de séminaires.

Un guichet de la diversité

Et enfin, un guichet de la diversité s'est ouvert au 1er étage de l'ORBEm afin de recevoir les plaintes de tous ceux qui estiment avoir été victimes de discriminations. Celles qui sont considérées comme fondées sont alors prises en charge par des juristes du Centre pour l'égalité des chances.

Si ces initiatives sont positives et plus que nécessaires, il reste à voir si elles seront suffisantes pour faire régner, dans un avenir proche, au sein des entreprises bruxelloises, une diversité au sens large, où l'autre différent est source de richesses et non plus victime de discrimination. ●

Cécile Leblicq

Contact

Pour plus d'informations concernant le P.T.E. voir le site: http://www.pactbru.irisnet.be.

Rencontre avec Alexandre Ansay, coordinateur du CRACS, le Centre Régional d'Appui en Cohésion Sociale

Le décret du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion sociale a désigné le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI) pour mener à bien la mission de Centre Régional d'Appui en cohésion sociale.
Nous avons rencontré Alexandre Ansay qui nous a expliqué quelques-unes des missions essentielles que devra remplir le Centre d'Appui.

Un rapport annuel pour évaluer un dispositif

Le CRACS élaborera un rapport annuel sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région en vue, éventuellement, de proposer de nouvelles orientations. Alexandre Ansay a insisté sur le fait qu'il s'agissait bien pour le CBAI d'évaluer le dispositif et non les projets des associations dans la mesure où le CBAI est lui-même une association. Ce rapport annuel devrait être finalisé en septembre 2007.

Des outils et de la visibilité

Le CRACS concevra des outils méthodologiques avec les différents acteurs: notamment en vue de renforcer et d'affiner la définition du concept de Cohésion sociale. Alexandre Ansay explique que définir la Cohésion sociale induit

Alexandre Ansay, coordinateur du CRACS

un questionnement: le CRACS va tenter de poser les questions pertinentes et d'apporter un éclairage théorique alimentant la réflexion. De plus, spécifier la démarche de Cohésion sociale ne va pas de soi: elle concerne toute une série d'acteurs aux conceptions parfois fort différentes, et dont il s'agira également de rendre les actions visibles. Dans le même ordre d'idées, le CRACS proposera la mise en place d'une procédure d'évaluation, dite réflexive, car elle sera co-construite avec les associations.

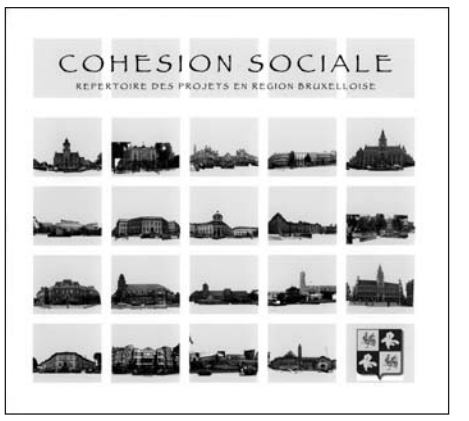
Il s'agira de leur rendre leur statut d'expert car elles connaissent leurs publics et ont développé, au fil des années, des modalités d'intervention qui ont fait leurs preuves sur le terrain.
Le CRACS s'attellera aussi à la création d'outils d'information dont le répertoire des projets en Cohésion sociale est une première réalisation. A moyen terme, le CRACS souhaite, entre autres, proposer une page Internet reprenant les offres de formation et infos relatives au secteur, des outils pédagogiques ...

Un répertoire maniable à l'intention des acteurs de terrain

Le répertoire se présente comme un guide très pratique et clair: chaque association est détaillée sur une fiche comportant des infos utiles comme la description des activités menées, le public accueilli, les horaires, la localisation...
En outre, le répertoire propose un lexique reprenant les catégories auxquelles sont renvoyées les actions. ●

Myriam Azar

Cohésion sociale:
répertoire des projets en Région bruxelloise
CBAI-CRACS.
Tél.: 02/289 70 50 - cracs@cbai.be



La Coordination de l'Action sociale de Saint-Gilles (CASSG) Naissance et vie d'une coordination sociale

Myrrhine Kulcsar, coordinatrice du CASSG

La CASSG est née de l'application de l'article 62 la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Aide Sociale permettant au CPAS d'organiser une coordination des actions et une concertation des besoins et réflexions des associations et institutions locales opérant sur le terrain de l'action sociale. L'idée de départ de la CASSG est de permettre aux opérateurs locaux de se retrouver et d'envisager ensemble des solutions possibles et réalistes à des problématiques spécifiques. L'objectif est d'inscrire la coordination sociale de Saint-Gilles comme étant 'le' lieu d'échanges et de débats. En effet, s'il est vrai que le CPAS demeure au cœur de l'action sociale communale, il existe sur notre territoire un nombre non-négligeable d'acteurs sociaux performants, sans qu'il existe à proprement parler un lieu d'échange et de rencontre destiné aux professionnels du secteur.

Les objectifs mis en place reposent sur trois pôles principaux:

- Apprendre à mieux se connaître et donc décloisonner le travail des organisations à vocation sociale opérant sur le territoire communal et développer des synergies.
- Mettre en place, lorsque le milieu associatif le souhaite, un lieu de parole et de réflexion sur des problématiques, des manques qui existent aujourd'hui au niveau social sur le territoire saint-gillois.
- Réaliser, ensemble, des projets visant à dépasser ces problématiques, formuler des constats et propositions que la coordination sociale pourra transmettre aux pouvoirs publics.

Différents groupes de travail ont ainsi été mis en place: *Santé-pauvreté, Culture, Logement, Primo-arrivants, Jeunesse.*
La CASSG reste bien sûr ouverte à l'intégration de nouveaux membres désireux de s'intégrer à un réseau mais aussi d'apporter leur part de réflexions, d'idées et d'expériences. ●

S'adresser à Myrrhine Kulcsar,
Coordination de
l'Action sociale de Saint-Gilles,
40 rue Fernand Bernier, 1060 Saint-Gilles.
mkul@cpasstgilles.irisnet.be

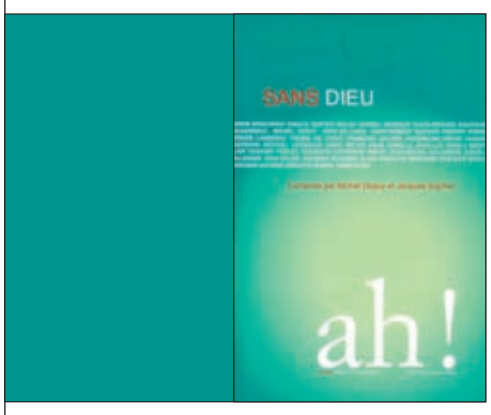
Dernières publications

Des femmes dans l'histoire, en Belgique depuis 1830.
De Suzanne Van Rokeghem, Jeanne Vercheval-Vervoort et Jacqueline Aubenas.
Collection "Voix de l'histoire"
Editions Luc Pire - Bruxelles, 2006

Voilà un livre abondamment et intelligemment illustré dans lequel il fait bon se promener, s'arrêter, réfléchir... au chemin parcouru par les femmes depuis la création de la Belgique.

En effet, les auteures entament leur réflexion à l'année 1830 et nous emmènent à travers les époques jusqu'à nos jours, en nous proposant de découvrir toutes celles qui firent avancer la cause des femmes, contribuant ainsi à l'avancée du progrès social.
De nos jours, une certaine "cause des femmes" fait sourire. En effet, beaucoup de clichés ont été véhiculés à propos du féminisme. Et pourtant, il en aura fallu du courage et de la ténacité à celles qui nous ont précédé pour, en vrac: engager en 1909 la "révolte du beurre", pour créer en 1907 l'un des tout premiers syndicats féminins défendant les droits des travailleuses de l'aiguille, pour s'engager comme Gabrielle Petit dans la résistance et périr sous les balles, pour défendre l'idée en 1919 que la "régénération humaine" doit passer par l'éducation sexuelle des femmes, pour lancer en 1975 une entreprise appelée "le balai libéré"... mais aussi pour lutter contre la loi réprimant la contraception, pour être élue... Bref pour revendiquer tout simplement un statut égal à celui de l'homme.
Cet ouvrage dense permet d'entrer dans l'histoire grâce à des textes abordables mais rigoureux, des extraits d'entretiens, des témoignages, des photos d'archives, des dessins et articles de presse, des reproductions d'œuvres d'art....autant de portes d'entrée permettant de se figurer chacune des époques évoquées et de rendre l'Histoire attachante et dynamique. Notons que l'époque contemporaine n'est pas en reste avec un chapitre faisant le point sur les prochains défis, visant l'égalité des sexes partout dans le monde.
A mettre entre les mains de toutes les petites filles et petits garçons de bonne volonté... et tous les autres.

Myriam Azar

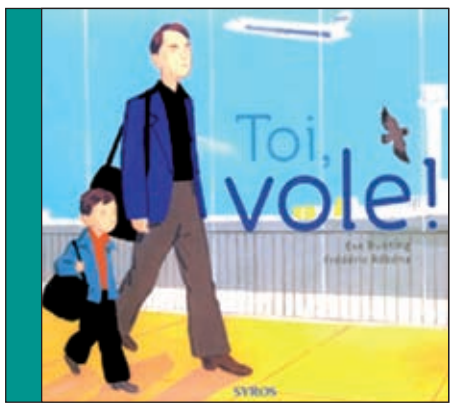


SANS DIEU - Revue "ah!"
Numéro composé par Michel Deguy et Jacques Sojcher - Edition Université Libre de Bruxelles, 2006

"Si on ne croit plus, cela veut-il dire qu'il n'y a pas de transcendance (philosophique, artistique, poétique...), que la vie n'a plus de sens?". "Si c'est avec Dieu, quelle représentation, quelle présence de Dieu? un Dieu d'amour qui ne se laisse pas réduire au théologico-politique?" Ce sont quelques questions que posent Michel Deguy et Jacques Sojcher dans ce numéro de la revue "ah!" de l'Université libre de Bruxelles, aux athées, aux agnostiques comme aux croyants.
Dans un recueil de 250 pages sont regroupées des réponses ouvertes apportées par des philosophes, des penseurs, des intellectuels ou tout simplement par des hommes et des femmes qui cherchent... Pour Soheib Bencheik, ancien mufti de Marseille et directeur de l'Institut supérieur des sciences islamiques, qu'on soit athée engagé dans son idéal humaniste, ou monothéiste servant les enfants de Dieu par charité, par amour ou par crainte de l'au-delà, la finalité reste admirablement la même: "consolider une éthique commune humaniste, sociale et idéaliste". Anne Morelli, historienne, professeur d'histoire à l'Université Libre de Bruxelles, déclare quant à elle faire partie de ce tiers des belges pour qui la référence à un Dieu n'est pas convaincante. Pour elle il n'est pas nécessaire de croire à l'existence d'une force divine pour se sentir solidaire des humains avec lesquels nous vivons notre bout de chemin!
Voici deux positions riches de sens et de sagesse qui ouvrent la liste d'une vingtaine d'autres témoignages où les questionnements, les inquiétudes et l'espérance s'entremêlent. À découvrir.

Fatima Bourarach

Nouvelles acquisitions de la bibliothèque



Toi, vole!
Auteur: Eve Bunting -
Illustrations: Frédéric Rébéna
Editeur: Syros
Janvier 2006

Un album comme les autres raconté de l'intérieur par un enfant tout à fait comme les autres... Sauf que, sans logis, un garçon et son père se réfugient dans un aéroport. C'est le petit garçon qui raconte les ruses pour ne pas se faire remarquer, les randonnées constantes dans les halls de compagnies aériennes, les rencontres lointaines avec d'autres habitants du lieu, les subterfuges pour se laver, se nourrir.
Toute la journée cette règle d'or: "ne pas se faire remarquer, c'est ressembler à tout le monde et à personne". Ne pas parler avec les autres. Ne pas dormir au même endroit chaque soir. Marcher. Marcher. Marcher encore. Et rester. Même quand tout le monde va quelque part... Pourtant, le papa travaille, économise, veut que son fils aille bientôt à l'école. Cet album d'une sobriété qui colle une boule dans l'estomac, sur le mode du témoignage, sans pathos, raconte au jeune lecteur une histoire dont les adultes parlent parfois à voix basse, et la rend proche et concrète. Une page après l'autre s'invitent l'injustice, la perte d'identité dans la masse, la dureté des conditions économiques qui font qu'un loyer est très, trop cher, la recherche d'un emploi, la réalité tangible de la précarité... Un livre bouleversant, un appel au respect et au droit à la dignité pour tous. Que paradoxalement nous lirons au chaud...

Françoise Deppe

Réussissez votre recherche d'emploi: le coach indispensable pour gérer votre carrière!
3 CD-Rom - coll. Vie pratique
éditions Micro Application, 2005

Améliorer l'efficacité de votre recherche d'emploi? C'est possible, grâce à ce logiciel! Interactif, il couvre l'ensemble des tâches que doit effectuer un chercheur d'emploi organisé. Du ciblage des annonces, à la rédaction du curriculum, en passant par la préparation de l'entretien, le suivi des candidatures, etc.
Pour commencer, il vous demande de créer votre bilan de compétences. Ce qui vous permettra de clarifier vos aptitudes et votre personnalité, afin de construire des projets professionnels cohérents. Et, tout au long de votre parcours, vous serez aidé par une jolie conseillère virtuelle. Son aide s'avérera utile, surtout si vous êtes débutant.
Pratiques, les annuaires proposent un répertoire électronique par lequel vous gérez vous-même une liste de sites.
Vous aurez l'occasion de vous préparer aux entretiens, votre conseillère se transformant alors en recruteuse potentielle. Elle vous posera les questions pièges les plus fréquentes... A vous d'y répondre, en moins de trois minutes!

Stephanie Wolbeek

La Bibliothèque communale de Saint-Gilles

24-28 rue de Rome - 1060 Bruxelles
Tél. : 02/543 12 33

Horaire
Le mardi de 12h à 17h
Le mercredi de 14h à19h
Le jeudi de 12h à 17h
Le vendredi de 15h à 19h
Le samedi de 9h à 13h
Section Jeunesse
Le mercredi de 13h à 18h

Le Village Mondial

MISSION LOCALE Saint-Gilles

Editeur responsable
Alain Leduc *c/o Mission Locale de Saint-Gilles*
Chaussée de Waterloo 255 - 1060 Bruxelles

Directeurs de publication
Fatima Bourarach et Jean-Philippe Martin

Collaborateurs permanents
Christine De Naeyer et Philippe Giot

Documentation
Christine De Naeyer

Assistant
Karim Belmahssas

Comité de rédaction
Myriam Azar, Fatima Bourarach, Viviane Delhage, Christine De Naeyer, Pierre-Paul Dupont, Philippe Giot, Jean-Philippe Martin, Thierry Van Campenhout

Collaborations à ce numéro
Hafida Bachir, Philippe Briquet, Cécile Leblicq, Dominique Plasman, Ann Vandenplas

Graphisme et mise en page
Kaligram - www.kaligram.be

Avec le soutien de :

Avec l'aide du FIPI

Le Village Mondial
Tél. : 02/ 542 63 37 - Fax. 02/ 542 63 30
E-mail : villagemondial@hotmail.com